

EuropaNova
Action pour une Europe politique

REVUE DE PRESSE

2014



EuropaNova
contact@europanova.eu
64bis, avenue de New York 75016 Paris

REVUE DE PRESSE

2014

SOMMAIRE

Les deux Guerres Mondiales toujours en tête Guillaume Klossa, <i>20 minutes</i> (12 janvier 2014)	5
Déclaration commune sur le Partenariat entre la République française et le Royaume des Pays-Bas <i>Elysée</i> (20 janvier 2014)	8
Europhile heureux Guillaume Klossa, <i>Le Figaro</i> (21 janvier 2014)	22
Klossa ou la nouvelle Europe Guillaume Klossa, <i>Le Point</i> (23 janvier 2014)	23
Nous, trentenaires en Europe Guillaume Klossa, <i>Le Nouvel Observateur</i> (30 janvier 2014)	24
Génération crise Guillaume Klossa, <i>L'Expansion</i> (1er février 2014)	25
Une jeunesse européenne Guillaume Klossa (26 février 2014)	26
EuropaNova the Paris-based European think tank Raphaëla Kitson Pantano, <i>Rjkgp over blog</i> (3 mars 2014)	27

L'Europe et lui : l'agitateur d'idées Guillaume Klossa	28
Guillaume Klossa, <i>Ouest France</i> (6 mars 2014)	
L'Europe doit devenir politique et citoyenne	29
Guillaume Klossa, <i>Le Soir</i> (27 mars 2014)	
Paris qui ? L'inquiétante perte d'influence de la France au coeur du pouvoir européen	30
tribune co-signée, <i>Atlantico</i> (22 avril 2014)	
Le réveil citoyen pour une Europe qui reprend du souffle, enfin !	36
Denis Payre et Thomas Houdaille, <i>Le Huffpost</i> (9 mai 2014)	
Le palmarès des eurodéputés français	38
<i>Challenges</i> (15 mai 2014)	
Why I'm in !	42
Raphaëla Kitson Pantano, <i>Rjcp over blog</i> (21 mai 2014)	
L'Europe des sciences, comme l'Europe tout court, a besoin de ses leaders	44
Cédric Villani, <i>Les Echos</i> (28 mai 2014)	
La Corée a déjà la 5G, nous en sommes loin	47
Cédric Villani, <i>Le Figaro</i> (9 juillet 2014)	
Fini le temps de l'homme providentiel, place aux citoyens providentiels !	48
Thomas Houdaille, <i>Le Huffpost</i> (21 septembre 2014)	
Union européenne, et maintenant ?	50
François Lafond, <i>France Forum</i> (septembre 2014)	
If France's schizophrenia is used intelligently at the European level, it could help the EU to change direction for everyone's benefit	51
François Lafond (22 octobre 2014)	

1989-2014-2039 : La génération Erasmus revendique un nomadisme européen	54
Guillaume Klossa et Lionel Baer, <i>Idées & Débats</i> (30 octobre 2014)	
89, année européenne	55
Guillaume Klossa et Lionel Baer, <i>Libération</i> (6 novembre 2014)	
Où va l'Europe ?	58
Guillaume Klossa, <i>C à Dire</i> (11 novembre 2014)	
La transition énergétique est un combat	59
François Lafond, <i>Ouest France</i> (18 novembre 2014)	



ACCUEIL > SOCIÉTÉ

Les deux Guerres Mondiales toujours en tête

SONDAGE Les conflits de 14-18 et 39-45 restent les deux événements historiques les plus marquants pour les Français toutes générations confondues...

Claire Planchard | Publié le 12/01/14 à 00h00 — Mis à jour le 12/01/14 à 20h00



Dans le cimetière américain de Colleville-sur-Mer où reposent les soldats américains tombés en 1944 lors du Débarquement sur les plages de Normandie. — *Andrew Drysdale / Rex F/REX/SIPA*

Deux drames fondateurs. Alors que cette année 2014 sera marquée par [les commémorations du 100^e anniversaire du déclenchement de la «Grande Guerre»](http://www.20minutes.fr/societe/1247005-20131107-centenaire-1914-18-hollande-va-celebrer-valeurs-france) (<http://www.20minutes.fr/societe/1247005-20131107-centenaire-1914-18-hollande-va-celebrer-valeurs-france>) et que l'on célébrera l'an prochain le 70^e anniversaire de la capitulation de l'Allemagne hitlérienne de 1945, les deux Guerres mondiales sont plus que jamais à l'esprit des Français.

Matrice historique

Selon une étude de Harris Interactive pour Europanova révélée en exclusivité par *20 Minutes*, plus de 9 Français sur 10 jugent que la Seconde Guerre mondiale (93%) et la Première Guerre Mondiale (92%) sont des «événements qui ont marqué l'Histoire»*. «C'est un résultat inattendu à la fois par son intensité et sa dimension transgénérationnelle. Ces deux conflits qui ont façonné notre histoire récente tant nationale qu'européenne restent inscrits profondément dans notre mémoire», analyse Guillaume Klossa, président d'Europanova et auteur de *Une jeunesse européenne* (à paraître le 15 janvier chez Grasset).

Après ces deux événements, seule la chute du mur de Berlin en 1989 se distingue par un tel poids historique pour 90% des sondés. Cette troisième place, devant les attentats du 11 septembre 2001 (86%), est une autre surprise de l'étude alors qu'on s'apprête à fêter le 25^e anniversaire de cet événement symbole de la chute de l'empire soviétique et de la fin de la Guerre froide.

«Alors qu'on a tendance à dire que les Français, et les jeunes en particulier, prennent leur distance vis-à-vis de l'histoire et du collectif, cette étude révèle qu'au contraire ils ont bien conscience de la nature des enjeux et de leur importance. De plus, il n'y a pas forcément de prime à la chronologie : ce n'est pas la proximité d'un événement mais ses conséquences géopolitiques qui comptent», commente Jean-Daniel Levy, directeur du Département Opinion de Harris Interactive.

L'Europe en mal de mémoire collective

Au niveau national, seuls le Front Populaire de 1936, qui avait signé des avancées sociales majeures comme l'instauration des congés payés, et mai 68 (75%) font figures d'événements historiques majeurs, tandis que l'élection de François Mitterrand en 1981 (51%) ou la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 (41%) sont jugées comme secondaires.

Quant à la construction européenne, elle est aussi largement reléguée au second plan historique, à l'exception de l'adoption de la monnaie unique jugée importante par 75% des sondés : ainsi, la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), ancêtre de l'Union Européenne, en 1951 n'est retenue comme un événement marquant que par 66% des sondés, la première élection du parlement européen au suffrage universel par 44%, et la mise en place de la libre circulation des personnes au sein de l'espace

Schengen en 1985 par 64% ... tandis que l'élection de Barack Obama à la présidence américaine est elle jugée importante par 66% des Français.

«Cette faiblesse historique de la construction européenne s'explique en partie par la jeunesse et la complexité des institutions, l'absence de moments forts partagés et de visages pour l'incarner: la signature d'un traité ou une élection tous les cinq ans ne suffisent pas à créer un profond sentiment d'appartenance. Le récit européen a besoin d'être incarné par des hommes et des femmes convaincus de l'urgence européenne», note Guillaume Klossa.

**Enquête réalisée par Internet par Harris Interactive pour Europanova les 9 et 10 janvier 2014 auprès d'un échantillon de 1 521 personnes représentatif de la population française.*

🔑 **MOTS-CLÉS** : Aucun mot-clé.

20 MINUTES

Plan du site	Publicité
Notre charte	20 Minutes Média
Journal PDF	Panel des lecteurs
Archives	2minbooks
La 21^e Minute	Charte des commentaires
Résultats des élections législatives 2017	

SERVICES

Distribution	Recette de cuisine
Horoscope	Promos Shopping

Déclaration commune sur le Partenariat entre la République française et le Royaume des Pays-Bas

La Haye, 20 janvier 2014

Le Président de la République française, François Hollande, en visite officielle aux Pays-Bas, et le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, soulignent avec satisfaction les liens solides et la coopération étroite entre leurs deux pays. En tant que membres fondateurs de l'Union européenne mais aussi comme voisins, la France et les Pays-Bas partagent des responsabilités et doivent affronter des défis semblables.

Ils ont constaté les progrès des relations entre les deux pays, encore renforcées aujourd'hui par de nouvelles initiatives bilatérales, expression tangible de la volonté partagée d'élargir et d'approfondir cette coopération et de nouer un partenariat stratégique.

Les gouvernements français et néerlandais ont décidé la mise en place d'une feuille de route conjointe, comprenant les mesures et démarches suivantes:

- Questions européennes



· Fermement convaincus de la force du projet européen et de la contribution de l'Union européenne sans égale à la sécurité, à la prospérité et à la liberté de tous les Européens, les Pays-Bas et la France estiment que l'essence de l'intégration européenne réside dans une approche commune aux 28 États membres de l'Union, qui laisse ouverte la possibilité à chacun d'eux de rejoindre les groupes plus restreints de pays ayant souhaité pousser plus avant certaines coopérations - à commencer par la zone euro.

· Les Pays-Bas et la France contribueront activement à une Union européenne plus claire, plus simple, plus efficace, solidement ancrée dans le contrôle démocratique et les valeurs qui ont fondé l'Europe. Ils s'engageront pour l'amélioration du fonctionnement de l'Union européenne afin qu'elle réponde mieux aux besoins de ses citoyens, en particulier par l'identification claire des priorités de la prochaine législature.

· La France et les Pays-Bas favoriseront également des contacts et un dialogue étroits entre les Parlements nationaux sur les questions européennes majeures, en étroite collaboration avec les membres du Parlement européen.

· La France et les Pays-Bas promouvront ensemble une nouvelle ambition pour l'Union économique et monétaire. Ils travailleront activement à définir une vision commune de son avenir, dans la perspective d'une croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois.

· La France et les Pays-Bas estiment que l'union bancaire européenne constitue une priorité pour l'Europe et ses citoyens, qui permettra de favoriser la reprise et la création d'emplois en surmontant la fragmentation financière, de prévenir les crises qui ont déstabilisé l'économie européenne et de



protéger les contribuables et les épargnants. Ils appellent à la finalisation urgente des travaux permettant sa mise en place.

- La France et les Pays-Bas soulignent également l'importance qui s'attache au rôle contracyclique qu'est amenée à jouer la Banque européenne d'investissement, dans le cadre des objectifs du Pacte européen pour la croissance et l'emploi, et appellent à renforcer les capacités du Fonds européen d'investissement, tant en termes d'accès au crédit que d'investissement en capital.

- Insistant sur l'ampleur de l'impact social et individuel des évolutions économiques et des politiques durables en la matière, les Pays-Bas et la France rappellent l'importance des conclusions des sommets spéciaux sur l'emploi des jeunes organisés à Berlin et à Paris en 2013 et saluent celui prévu à Rome cette année.

- Convaincus de son intérêt, les Pays-Bas et la France réaffirment leur engagement en faveur d'une coopération entre ministères chargés des affaires sociales et de l'emploi, par le biais d'échanges soutenus sur le terrain des politiques sociales et d'emploi nationales.

- La France et les Pays-Bas soulignent l'importance d'approfondir le marché unique, de manière à stimuler la croissance et l'emploi au bénéfice des consommateurs et des entreprises.

- La France et les Pays-Bas soulignent également l'importance de la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE. Il est toutefois nécessaire, en vue de conserver le soutien à ce principe, d'assurer une situation de concurrence équitable dans le domaine des conditions de travail et de protéger les droits des salariés, en luttant contre la fraude et les montages artificiels qui aboutissent à



l'exploitation de la main d'oeuvre. Nos deux pays prennent à cet effet les mesures qui s'imposent au niveau national. En Europe, la France et les Pays-Bas travailleront ensemble à ce que la négociation de la directive d'application relative au détachement des travailleurs soit achevée d'ici la fin de l'actuelle législature.

- La France et les Pays-Bas travailleront ensemble à ce que l'Union européenne soit en mesure d'adopter rapidement un objectif ambitieux de réduction d'au moins 40 % en 2030 (par rapport à 1990) de ses émissions à gaz à effet de serre, qui constitue un élément essentiel à la réussite de la COP21 qui se tiendra en 2015 à Paris.

- La France et les Pays-Bas soulignent l'intérêt des programmes européens de recherche. Ils se félicitent des liens solides entre leurs instituts de recherche et les encouragent dans leur volonté de participer conjointement aux appels d'offres/passations de marchés européens et d'entreprendre des travaux communs.

- La France et les Pays-Bas soutiendront les initiatives visant à renforcer les coopérations en matière de sécurité intérieure ou en matière d'asile et d'immigration.

- Les Pays-Bas et la France soulignent la nécessité de protéger l'Etat de droit et d'en suivre activement le respect au sein de l'Union européenne et de tous ses États membres. Ils favoriseront les initiatives qui permettent d'en assurer le respect dans les Etats membres, dans le respect des procédures existantes prévues par les traités.

- Ils se réjouissent de l'initiative d'entamer une coopération concrète entre l'institut Clingendael et le



think tank Europanova en vue d'organiser des activités communes sur les thèmes européens.

- Questions économiques et d'innovation

· La France et les Pays-Bas saluent l'organisation d'un dialogue économique stratégique régulier qui se tiendra tour à tour aux Pays-Bas et en France, sous les auspices du MEDEF et de VNO-NCW et en collaboration avec le CCFN.

· Ils se félicitent de l'importance des échanges commerciaux bilatéraux qu'ils souhaitent voir s'amplifier. Ressorts de croissance et d'emploi, nos échanges extérieurs doivent aussi répondre aux défis et enjeux de demain : « mieux se nourrir, mieux vivre en ville, mieux se soigner, mieux communiquer ».

· Soulignant la pertinence des questions stratégiques posées par le développement urbain et la perspective des villes intelligentes de l'avenir, la France et les Pays-Bas saluent les conclusions de la table ronde franco-néerlandaise consacrée aujourd'hui à ce sujet. Nos villes futures seront intelligentes et connectées. Cela implique une vision et une approche intégrée au-delà des frontières des deux pays. La France et les Pays-Bas joindront leurs forces afin de contribuer à la construction des villes intelligentes de demain, aussi bien dans le domaine de l'énergie, des réseaux intelligents que de la mobilité.

· La France et les Pays-Bas se félicitent des résultats de la table ronde organisée aujourd'hui sur «



Les problèmes alimentaires de demain » dans le prolongement de la conférence Érasme-Descartes de 2012. Principalement axée sur les défis de la sécurité alimentaire et de la durabilité pour une population mondiale atteignant 9 milliards de personnes en 2050, sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique et le besoin de mettre en place un programme d'action contre le gaspillage de nourriture, elle a fait appel à l'engagement de la communauté internationale (gouvernements et industrie).

- La France et les Pays-Bas organiseront en 2014 une réunion de haut niveau sur l'innovation durable dans la construction et l'environnement bâti ainsi que sur les énergies propres (gaz naturel, énergie éolienne en mer, développement de turbines à faible consommation d'énergie).

- La France et les Pays-Bas renforceront leur coopération en matière de recherche et d'innovation notamment au travers du groupe de travail franco-néerlandais sur les PME et l'innovation, ainsi que par leur soutien au programme de recherche bilatéral Van Gogh et le prix Descartes - Huygens. Une attention particulière devra être portée à l'intégration de ces projets de recherche bilatéraux dans des projets européens multilatéraux, dans le cadre des programmes Horizon 2020.

- La France et les Pays-Bas se réjouissent des échanges et des coopérations entre chercheurs dans le domaine de l'industrie de haute technologie, notamment en ce qui concerne les matériaux légers appliqués à l'aéronautique, l'automobile et les énergies renouvelables.

- Les deux pays définiront des feuilles de route pour des technologies clés stratégiques telles que la photonique, les technologies de l'eau, les villes intelligentes, la logistique et l'économie circulaire, dont tout particulièrement le recyclage et la bio-économie.



- Conscients du potentiel de création d'emplois et de croissance des petites et moyennes entreprises (PME) innovantes pour les économies nationales, la France et les Pays-Bas conviennent de favoriser la création et le développement sur leur territoire respectif de structures d'accompagnement et d'accélération de ces entreprises créatives, de promouvoir les accords d'échanges entre ces structures et entre les PME accompagnées, d'échanger leurs expériences en matière d'appui aux jeunes entreprises innovantes et promouvoir la coopération des PME dans les programmes de recherche à long terme, notamment grâce au soutien européen.
- Nos deux pays partagent la volonté de travailler ensemble, avec les entreprises pour développer de meilleures pratiques en matière de responsabilité sociale et environnementale, contrepartie indispensable à une mondialisation commerciale acceptée par nos concitoyens. A cet égard, ils se félicitent de leur contribution conjointe dans le cadre de l'OCDE aux travaux préparatoires du prochain forum mondial sur la conduite responsable des affaires.
- La France et les Pays-Bas réaffirment leur volonté de coopérer en matière de transports et se félicitent des suites réservées au corridor européen «mer du Nord-Méditerranée».
- La France et les Pays-Bas souhaitent renforcer leur coopération dans le domaine nucléaire et notamment en matière d'enrichissement et rappellent leur volonté de protéger cette technologie sensible, nos intérêts stratégiques et d'éviter tout risque de prolifération.
- La France et les Pays-Bas s'engagent à négocier une nouvelle version de leur convention visant à éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus et la fortune, afin de la mettre en conformité avec les normes internationales les plus récentes et d'offrir



aux individus et aux entreprises un outil moderne et adapté à un environnement économique mondialisé.

· En matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, la France et les Pays-Bas conviennent de coordonner leurs efforts afin de mettre en oeuvre les mesures urgentes arrêtées dans la déclaration de Paris et lors du sommet qui s'est tenu au Botswana. Nos pays, tous deux membres, au nom de la communauté des donateurs, du comité directeur du Fonds pour l'éléphant d'Afrique, conviennent de travailler de concert pour aider, grâce à ce fonds, les pays africains à mettre en oeuvre le Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique.

- **Coopération en matière de culture et d'éducation supérieure**

· La France et les Pays-Bas se réjouissent des échanges d'étudiants. Ces échanges entre les deux pays devront être encouragés avec le soutien des réseaux existants (NUFFIC, Campus France et Réseau Franco-Néerlandais de l'Université Lille 3), des programmes européens, et du secteur privé. Le soutien à la recherche en sciences humaines devrait viser à une meilleure compréhension entre nos deux sociétés.

· La France et les Pays-Bas soutiendront la connaissance mutuelle de leurs scènes culturelles et artistiques et examineront des initiatives et des projets en ce sens, avec en particulier un double objectif: présenter l'état des différents domaines culturels de nos deux pays, et donner une visibilité accrue aux programmations culturelles en matière de cinéma, littérature, arts de la scène,



patrimoine culturel, arts plastiques et design. Ainsi, le rapprochement de nos deux pays à travers la culture, les arts et les médias entrainera la reconnaissance de la vitalité de nos deux sociétés et des défis culturels et artistiques communs.

- Questions stratégiques et de sécurité

· La France et les Pays-Bas entendent jouer un rôle leader s'agissant de la mise en oeuvre des conclusions du Conseil européen des 19 et 20 décembre, afin de permettre que les délais soient tenus et que le prochain sommet européen consacré à cette question soit un succès. Les deux pays oeuvreront à un renforcement de la coopération européenne en matière de capacités, et notamment en matière de cyberdéfense et d'utilisation de drones.

· La France et les Pays-Bas travaillent de concert à la mutualisation des ressources et au partage des capacités notamment au sein de l'UE, ainsi que dans l'OTAN afin de réduire les déficits capacitaires et de faire des économies d'échelle. L'EATC constitue à cet égard un succès remarquable dans le domaine du transport aérien. Les Pays-Bas et la France continuent de coopérer étroitement dans ce cadre et appellent au développement continu et à l'élargissement de l'EATC et saluent la déclaration de sa pleine capacité opérationnelle.

· Les Pays-Bas et la France se réjouissent de la coopération européenne en matière de ravitaillement en vol (avions ravitailleurs) et soulignent l'importance de cette coopération comprenant l'échange d'informations, la promotion de l'interopérabilité, la recherche de synergies



dans les capacités de ravitaillement en vol, y compris par des acquisitions conjointes, et l'approche commune en matière d'entretien, de maintenance ainsi que de formation et d'entraînement.

- Parallèlement, les deux pays étudient ensemble les moyens pour l'UE de fournir un effort structurel intégré dans le domaine maritime, dans le cadre de la stratégie de sûreté maritime qui doit être adoptée d'ici l'été 2014.

- L'opération Atalante et la mission Ocean Shield, auxquelles la France et les Pays-Bas ont activement contribué, ont permis de contenir efficacement la menace que représente la piraterie pour l'Afrique et nos intérêts nationaux. Les deux pays soulignent l'importance d'une approche intégrée dans la Corne de l'Afrique, ainsi que de la poursuite de la lutte contre la piraterie.

- Conscients des risques et défis liés à l'instabilité en Afrique

- Notre coopération avec les nations Unies, l'OTAN et les organisations régionales contribuent de façon déterminante à notre approche commune de réponses aux crises le cas échéant, d'autres organisations comme l'OTAN ou l'OIAC est d'une grande importance dans ce cadre.

- La France et les Pays-Bas soulignent l'étroite coopération engagée au sein de la Force de gendarmerie européenne (EUROGENDFOR), qui constitue un instrument et une plateforme d'une grande utilité pour les États membres européens disposant de telles forces de sécurité (Gendarmerie nationale, Koninklijke Marechaussee). La France a pris le relais des Pays-Bas à la présidence de l'EUROGENDFOR au 1er janvier 2014 et continuera à oeuvrer à l'interopérabilité de ces forces et à l'exploitation des possibilités offertes par l'EUROGENDFOR.



· La France et les Pays-Bas approfondiront la relation bilatérale de défense au travers d'actions concrètes de coopération et d'échanges entre les états-majors.

- Coopération en matière de sécurité intérieure

· La France et les Pays-Bas s'attacheront à améliorer plus encore la qualité de leur coopération bilatérale en matière policière, judiciaire et douanière. Ils viseront notamment à fluidifier davantage encore le traitement opérationnel de cette coopération, et à explorer des priorités communes, en particulier dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

· La France et les Pays-Bas soulignent l'étroite coopération opérationnelle existant en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et soulignent l'importance de démantèlement de réseaux de trafiquants.

· La France et les Pays-Bas se réjouissent des rencontres programmées en 2014 qui permettront d'aborder les questions d'échanges en matière d'identification, de saisie et de confiscation des avoirs criminels, corollaire indispensable d'une lutte efficace contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée.

· La France et les Pays-Bas saluent le travail du Groupe de haut niveau créé en 1995 pour dynamiser la coopération entre les deux pays en la matière et s'engagent à le réunir en 2014.



- Coopération décentralisée

· Les collectivités locales sont souvent les mieux à même de fournir au citoyen des équipements collectifs adaptés et porteurs de croissance. La France et les Pays-Bas se réjouissent donc de l'initiative prise par les maires de leurs grandes villes, tendant à renforcer leurs liens, notamment autour des industries créatives. Prometteuse de nouveaux partenariats public

· La France et les Pays-Bas se félicitent de l'organisation, le 21 janvier 2014, de la concertation quadripartite entre la République française, le Royaume des Pays-Bas, Saint-Martin et Sint Maarten . Ils soulignent l'importance de cette réunion.

· La République française et le Royaume des Pays-Bas soulignent l'importance de parvenir rapidement, par la négociation, à une solution définitive concernant la définition des frontières. Ils soulignent également la qualité de la coopération existante dans tous les domaines entre les deux parties de l'île, qui a notamment permis le développement de relations économiques mutuellement bénéfiques. Ils souhaitent que la concertation permette de définir les possibilités d'intensifier cette coopération sur les questions de développement économique ou de sécurité intérieure.

- Conseil de coopération franco-néerlandais

· Un nouveau cadre sera instauré pour le partenariat stratégique entre la France et les Pays-Bas : l'actuel Conseil de coopération franco-néerlandais se verra insuffler un nouvel élan et approfondira



ses activités au sein d'une nouvelle plateforme de partenariat.. Les futurs dirigeants seront chargés de faire des propositions.

- Cette plateforme développera la coopération entre les différents secteurs des sociétés française et néerlandaise (Parlements, entreprises, milieu universitaire, médias, culture et sports). Ce sera une organisation axée sur les résultats et davantage orientée vers les jeunes générations. De nombreuses initiatives seront lancées en 2014 afin d'accroître sa portée et sa visibilité.

- Elle contribuera à la réflexion bilatérale sur des sujets économiques, européens, ou internationaux, en prise avec les enjeux les plus actuels; un séminaire bilatéral sur les questions européennes pourrait être organisé sur une base annuelle, réunissant des experts des milieux académiques et des praticiens.

- Elle doit être un lieu privilégié de rencontre et de réseau pour les décideurs, et notamment pour les chefs d'entreprises, favorisant les rencontres d'affaires ou les analyses opérationnelles sur les questions économiques bilatérales; un « strategic business dialogue » pourrait rassembler régulièrement de jeunes entrepreneurs autour de thématiques d'avenir afin de participer à renforcer les liens économiques et commerciaux entre nos deux pays.

- La France et les Pays-Bas favoriseront les échanges de diplomates et de hauts fonctionnaires entre leurs administrations respectives (Affaires étrangères, Défense, Environnement et Affaires économiques).

Le Président de la République française et le Premier Ministre du Royaume des Pays-Bas affirment



leur ferme attachement à ce partenariat stratégique et conviennent d'organiser régulièrement des rencontres entre hauts fonctionnaires de leurs gouvernements respectifs en vue de mettre en oeuvre ce partenariat.





EUROPHILE HEUREUX

GUILLAUME KLOSSA SIGNE
« UNE JEUNESSE EUROPÉENNE »

C'est le dernier carré des europhiles. Ils se retrouvent aux Cahiers de Colette, une librairie du Marais à Paris. Guillaume Klossa y signe son livre intitulé *Une jeunesse européenne* (Grasset). L'auteur, un quadra plein d'entrain, a choisi d'expliquer comment s'est forgée la conscience européenne de sa génération, qu'il s'agisse du dessin animé *Il était une fois l'homme*, que les enfants des années 1970 ont vu, d'Aberdeen à Varsovie, ou de la chute du mur de Berlin. « *Je suis né européen, d'autres le sont devenus. C'est le cas de Bernard Guetta qui publie Intime Conviction, et raconte sa conversion* », explique Guillaume Klossa. D'ailleurs, les deux auteurs débattent ensemble de ce sujet mercredi. Passe à ses côtés Henri Malosse, président du Conseil économique et social européen. « *J'ai mille fonctionnaires sous mes ordres, tout est difficile à faire bouger* », confie-t-il. Europhile, il l'est bien sûr, mais eurocritique aussi.

Le mathématicien Cédric Villani est venu, arborant son habituelle broche en forme d'araignée au revers de sa veste. Son ordinateur est grand ouvert, posé sur une pile de romans. Il pianote tout en répondant aux questions. Quelques fans, féminines, lui font des sourires. Les mathématiques, ça marche mieux que l'Europe pour s'attirer les cœurs ? L'intéressé élude d'un sourire et appuie la démarche de son ami Klossa, en euroréaliste. « *Je suis fédéraliste, mais nos cultures sont trop nationales pour envisager une unification* », dit-il, en expliquant qu'il doit sa conviction européenne au mathématicien Henri Cartan, fondateur du groupe Bourbaki.

Une organisatrice d'un débat avec les lycéens de Seine-Saint-Denis relate que seulement quelques doigts se sont levés pour dire qu'ils se sentaient européens. Et combien pour dire qu'ils se sentaient français ? « *Pas beaucoup non plus* », reconnaît-elle.



Guillaume Klossa (à dr.) pose un regard sur sa génération à travers l'histoire. Ici, la chute du Mur.

Essai. En 1941, à la veille de son suicide au Brésil, Stefan Zweig signait « Le monde d'hier », le plus remarquable des livres-témoignages de son temps. Un plaidoyer pour l'Europe où, entre les brocards de l'« âge d'or » d'avant 1914 et l'« effroyable défaite de la raison » que fut la montée des nationalismes, Zweig se faisait le témoin de sa génération et le prophète d'une crise de civilisation. Ce manifeste intellectuel vient, soixante-treize ans plus tard, de trouver son écho chez Guillaume Klossa. Eurocroyant pratiquant depuis un quart de siècle, Guillaume Klossa s'est engagé dans un groupe de réflexion sur l'Europe. Puis il a fondé le think-tank EuropaNova et 40 under 40, premier programme continental de jeunes leaders européens, avant de livrer cet ouvrage, « Une jeunesse européenne », en fidèle successeur de la lucidité de Zweig. « *Graine de bâtisseur, plutôt qu'idéologue* », comme il l'écrit

lui-même, Klossa dresse le bilan et les perspectives des quatre dernières décennies avec une acuité qui emprunte davantage à la conscience de la mondialisation qu'à la peur d'être condamné par le changement. A la croisée de l'essai et du roman d'aventures, l'ouvrage égrène ce qui a fait l'Europe de sa génération. Crises pétrolières, chute du Mur, Jean-Paul Goude, Grace Jones, Ceausescu, la Movida, Vaclav Havel... Jusqu'au mensonge, énorme, de ses aïeux au pouvoir, peu enclins à faire des sacrifices et qui « *reportent sur leurs enfants le fardeau des réformes inévitables* ». Nous en sommes là. Mais Klossa, comme Zweig à son époque, mise sur l'humanisme qui fera de l'Europe le « *laboratoire d'un monde meilleur* ». Nous n'avons pas écouté Zweig, écouterons-nous Klossa ? ■

JULIE MALAURE

« Une jeunesse européenne »,
de Guillaume Klossa (Grasset, 200 p., 12 €)

CHAQUE SEMAINE UN EXPERT NOUS ÉCRIT

NOUS, TRENTENAIRES EN EUROPE

Pas un matin sans que je ne m'interroge sur ma responsabilité et celle de ma génération : comment nous engager pour donner un avenir au pays et au continent ? Trentenaires ou jeunes quadras, nous avons beaucoup en commun : nés avec la crise des années 1970 (s'est-elle jamais arrêtée), nous sommes les enfants de la télé mais aussi d'Erasmus et de la chute du Mur. L'égalité homme-femme, une société plus empathique, plus coopérative, respectueuse de la diversité humaine, à tout cela nous croyons bien que parfois nous ayons du mal à mettre en accord nos convictions et nos actes. Nous aimons l'innovation. Sommes-nous les précurseurs de la génération Y ? Je le crois. D'autant que nous sommes la première génération internet et celle qui s'est répandue dans les rues des capitales du Vieux Continent contre la guerre d'Irak. Aujourd'hui, certains d'entre nous, comme mes camarades de combat européen Enrico Letta, jeune président du Conseil italien, ou le mathématicien Cédric Villani, arrivent aux responsabilités. Allons-nous comme Zweig nous y invite dans « le Monde d'hier » nous coaliser pour offrir un futur à notre Europe ? Allons-nous abdiquer devant le déclin



GUILLAUME KLOSSA publie « Une jeunesse européenne », son premier récit (collection blanche, Grasset). Fondateur du think tank EuropaNova, ancien conseiller de Jean-Pierre Jouyet et de Nicole Notat, il est dirigeant d'une organisation internationale.

annoncé et laisser les portes ouvertes au repli sur soi et aux populismes, revenant aux heures sombres de notre Histoire ? Cette option, le jeune papa que je suis ne peut l'accepter : il veut que ses enfants puissent avoir un avenir toujours meilleur sur ce continent. Je refuse également que demain mes enfants travaillent comme les Chinois d'aujourd'hui. Jusqu'à présent ma génération n'a pas eu l'occasion, le courage diront certains, d'affirmer sa vision du monde, son projet de société.

A la fois dernière génération éduquée dans la mémoire des guerres et première à avoir connu Erasmus, elle a un rôle de lien intergénérationnel majeur et une responsabilité particulière qu'elle doit exercer dans l'intérêt de tous. J'ai écrit « Une jeunesse européenne » dont le titre résonne comme hommage à Malraux, parce qu'il me semble aujourd'hui important de poursuivre la tradition du récit littéraire qui consiste à réinscrire l'histoire de chacun d'entre nous, nos expériences personnelles dans la grande histoire collective. C'est ma manière de contribuer à l'esprit public et à l'imaginaire commun. Et j'invite chacun à faire de même.

Date : 01/02/2014
Pays : FRANCE
Page(s) : 119
Rubrique : LIVRES & REVUES
Diffusion : 161644
Périodicité : Mensuel
Surface : 5 %

L'Expansion



GÉNÉRATION CRISE

Né avec le choc pétrolier, élevé dans la mémoire des deux guerres, éveillé avec la chute du mur de Berlin, l'auteur parle d'Europe à ses congénères avec les mots de l'espoir, mais aussi du réel et du vécu.



«Une jeunesse européenne»,
Guillaume Klossa,
Grasset,
187 pages,
12 euros.

DFI

Une ambition européenne

Devant le titre du récit de Guillaume Klossa, *Une jeunesse européenne*, on pense d'abord au beau roman de Romain Gary, *Éducation européenne*. C'est sur les ruines que décrit le texte de Gary que s'est construite l'idée d'une communauté de pays pacifique et prospère. On pense aussi à Stephan Zweig et son *Monde d'hier*, récit pour mémoire d'un continent disparu, écrasé par la première guerre mondiale.

La jeunesse dont il est question dans le livre de Guillaume Klossa est, pour faire simple, celle des quadragénaires d'aujourd'hui, née avec la crise de 1973. Celle qui s'est découverte européenne à la chute du mur de Berlin, qui a surfé sur la déferlante technologique Internet, celle qui s'est heurtée de plein fouet à la crise européenne de 2005. De cette génération Erasmus première version, Guillaume Klossa décrit bien les aspirations, les rêves.

Un critique virulent

Certes l'idée même de génération est abusive. On a vu nombre de ses représentants voter non en 2005. N'empêche, Guillaume Klossa, quand il parle du propos de son livre, nous déclare qu'il s'agissait « d'écrire une sorte de suite du *Monde d'hier*, l'histoire engagée d'une génération de transition à travers le récit, le regard d'un narrateur témoin de son temps, un texte où chacun puisse se remémorer des temps forts de notre époque et retrouver des repères l'inscrivant dans l'histoire collective ».

L'ambition est ample. Le résultat est intéressant. On suit l'itinéraire du jeune Klossa dans son tour d'Europe, souvent enthousiaste, parfois déçu, selon les circonstances et les errements de la gouvernance de l'Union. Cadre de multinationale passé par le cabinet du secrétaire d'État aux affaires européennes, président fondateur du think tank *EuropaNova*, Guillaume Klossa partage actuellement son temps entre Paris, Genève et Bruxelles en tant que directeur de l'Union européenne de radiotélévision. Ses convictions proeuropéennes ne l'empêchent pas d'être un critique virulent de ce qui se passe dans l'Union aujourd'hui. Pour lui, les derniers dix ans ont été perdus, englués dans des combats piccololins.

Amer constat : depuis le lancement, dans l'enthousiasme, d'*EuropaNova* en 2003 par de jeunes cadres, intellectuels et politiques ambitieux et voyant large, que s'est-il passé ? Où est l'Europe politique qu'ils ont tant désirée ? Il faut reprendre son bâton de pèlerin et convaincre les citoyens d'abord de l'urgence européenne. Combler le fameux déficit démocratique.

Passer le flambeau à une autre génération qui n'a connu ni la chute du mur ni, a fortiori, les ruines de l'après-guerre, et lui enseigner les bienfaits de l'Europe dans un monde globalisé. Sisyphe à l'œuvre. Guillaume Klossa et les autres leaders d'opinion de sa génération y croient dur comme fer. Auront-ils l'influence qu'il faut ? La suite de l'histoire reste à écrire. ■

Didier Pourquery



EuropaNova the Paris-based European Think Tank

EuropaNova Website www.europanova.eu

If you work in Brussels, your daily mail both electronic and snail is most probably jam packed with invitations to debates, discussions and receptions organised by the many think tanks that populate the Brussels sphere. In Paris, there are not that many prominent Think Tanks that are the talk of the town. EuropaNova is one of them.

Founded in 2003 by a consortium of young Euroenthusiasts, it is today one of the few think tanks that has no political colour and therefore hosts debates with politicians from all ranks. It is a think tank that promotes a political Europe and does so by fostering a European identity at every level be it economic, political but also scientific and cultural.

L'Europe et lui : l'agitateur d'idées Guillaume Klossa

À l'approche des élections européennes du 25 mai, *Ouest-France* publie une série d'entretiens avec des personnalités venues de divers horizons et nationalités. Elles nous livrent leur vision de l'Europe.

Élections européennes

D'ordinaire, un CV comme celui de Guillaume Klossa mène tout droit aux cabinets ministériels ou aux grands groupes privés. Mais ce qu'il a une autre ambition : « **Construire une démocratie européenne.** » Depuis le 21 avril 2002 et le choc d'un fameux second tour de la présidentielle, c'est son combat.

Parrainé par Daniel Cohn-Bendit, Guillaume Klossa a fondé son *think tank*, Europa Nova, comme une toile fédérant des énergies nouvelles dans toute l'Europe. De jeunes leaders (comme Matteo Renzi) ou de jeunes talents (le mathématicien Cédric Villani). À l'approche des Européennes, il sort un livre chez Grasset : *Une jeunesse européenne*. Un récit plus qu'un essai. Une histoire collective plus qu'un témoignage personnel. Celle que les quadras ont en partage dans toute l'Europe, sans souvent se le dire.

« Plus que jamais », dit-il, pour contrer la sinistrose ambiante, « on a besoin de s'inscrire dans un récit positif. De nous remettre dans le bain de l'Histoire ».

- + J'aime :**
 - Les Européens
 - Le patrimoine architectural
 - La gastronomie
 - Léonard de Vinci
 - Erasmus pour tous
- Je n'aime pas :**
 - La peur de l'avenir
 - La disparition de l'esprit public
 - L'autodénigrement



1972 : né à Paris. 1990-1997 : HEC, Sciences Po, LSE à Londres. 2003 : Fonde Europa Nova. 2007-2008 : Conseiller de Jean-Pierre Jouyet, ministre des Affaires européennes. 2013 : directeur de l'Union européenne de Radiotélévision.

« Les institutions, l'euro, ce n'est pas l'âme européenne »

Entretien

Pourquoi avoir décidé d'écrire un récit plutôt qu'un essai sur l'Europe ?

La grande tradition européenne était d'écrire des récits qui étaient naturellement européens. Ce que fait finalement Stefan Zweig, dans *Le monde d'hier*, ce que font tous les grands auteurs. On a perdu cette tradition qui prévalait avant la construction européenne. Et on a remplacé l'esprit européen par la mécanique communautaire. Cela n'est pas possible. Il faut réinscrire dans l'Histoire les moments communs qui construisent notre identité. La crise des années 1970, les enfants de la télé, le terrorisme qui bouillonne partout au début des années 1980. La chute du Mur de Berlin. Tout cela, ce sont des moments européens. Qui structurent une identité.

cette culture européenne qui, pendant des siècles, était l'ADN des Européens.

Quelle génération a-t-elle une responsabilité particulière ?

Oui, elle est justement à la frontière de cette culture classique européenne et d'une nouvelle époque. C'est la première génération Erasmus, la première génération Internet. Celle de la chute du Mur de Berlin. La question c'est : quels sont les individus qui, dans cette génération, vont arriver au pouvoir ? Ceux qui ont la culture classique, ou bien ceux qui se sont consacrés uniquement à la politique et ont oublié leurs racines européennes ? C'est un enjeu majeur. On ne parle pas d'institutions, là, c'est beaucoup plus profond. On ne peut se projeter Européens que si on adhère à l'idée d'un esprit européen. Les institutions, ce n'est pas l'âme européenne. L'euro, ce n'est pas l'âme européenne. C'est là-dessus qu'il faut qu'il y ait un réveil.

Et par quel biais ?

C'est la responsabilité des intellectuels, des politiques, de personnalités qui doivent faire leur *coming out* européen. Aujourd'hui, les citoyens attendent des gens de convictions, humains, capables de leur raconter une histoire par leur propre histoire. C'est cela dont l'Europe a besoin.

Pourtant, la mobilité n'a jamais été aussi importante en Europe ?

C'est vrai, mais il y a une mobilité et une mobilité. J'ai travaillé avec les lycéens de Seine-Saint-Denis. On leur a posé la question, vous sentez-vous Européens ? Et ils ne se sentent pas Européens, d'ailleurs pas Français non plus, ils ont du mal à le dire. En revanche, ceux qui ont fait un échange, même court, se sentent Européens. La relation à autrui est changée. Être Européen, c'est prendre conscience qu'un autre Européen peut être parfois beaucoup plus proche que notre voisin.

légitimement élus et révocables. On ne pourra pas en faire l'impossible sinon il n'y aura pas d'adhésion au projet européen. Il doit y avoir un espace de débat à la hauteur des enjeux, mais aussi un espace de conquête, de progrès. L'Europe doit être le lieu d'invention de nouveaux droits et de nouvelles libertés.



« L'Europe doit être le lieu d'invention de nouveaux droits et de nouvelles libertés »

Par exemple ?

Les droits numériques. La mobilité pour tous les jeunes en Europe et pas seulement les étudiants. Un droit à la transition professionnelle, car des millions d'emplois dans l'industrie vont disparaître à l'avenir. Et puis, de nouveaux droits politiques. L'Europe ne peut fonctionner comme dynamique politique que si elle obéit à ces règles fondamentales de la démocratie. Celles d'un processus continu.

Recueilli par Laurent MARCHAND.

Pourquoi cette panne dans le récit européen ?

Il y a eu un défaut de transmission de mémoire. Depuis que la guerre s'est éloignée, la génération qui a pris le pouvoir, dans les années 2000, n'a pas assuré la transition. Et puis, on s'est interdit, au lendemain de la guerre, de développer ce que Roman Gary appelait une Éducation européenne. Les élites ont perdu



« On ne peut se projeter Européens que si on adhère à l'idée d'un esprit européen »

Le monde et l'Europe en bref

Des élections législatives dimanche en Serbie

Le Parti progressiste serbe (SNS, centre droit) qui domine l'alliance au pouvoir à Belgrade est donné favori des législatives de dimanche. Un ancien ultranationaliste converti à l'Europe, Aleksandar Vucic, pourrait succéder au socialiste Ivica Dacic comme Premier ministre. L'accélération du calendrier électoral a été décidée en janvier pour mener à bien les réformes nécessaires au rétablissement des finances. La Serbie pourrait rejoindre l'Union européenne lors de la prochaine législature de quatre ans, ce qui apparaissait impossible il y a quelques années.

Cinq morts dans une attaque au couteau en Chine

Cinq personnes ont été tuées au couteau par un vendeur à l'étalage, hier, sur un marché de la région du Hunan (Centre). L'assaillant a mortellement poignardé un autre vendeur avec qui il s'était querellé avant de tuer quatre passants. Il a été abattu par la police, qui écarte l'hypothèse d'une attaque terroriste. Les vendeurs venaient du Xinjiang, région au nord-ouest à majorité turcophone et musulmane.

Victoire confirmée pour le Salvadorien Ceren

L'ex-guérillero marxiste salvadorien Sánchez Ceren a bien remporté l'élection présidentielle de dimanche par un écart de moins de 7 000 voix. Ancien commandant du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui avait combattu le gouvernement soutenu par les États-Unis pendant la guerre civile de 1980-1992, Sánchez Ceren a recueilli 50,11 % des suffrages, contre 49,89 % à Norman Quijano.

Des heurts intercommunautaires en Algérie

Soixante et une personnes ont été blessées, dont huit brûlées à l'acide, et des dizaines de locaux incendiés depuis 24 heures dans des affrontements intercommunautaires à Ghardaïa (sud). De décembre à fé-

Mondial au Brésil : le prix des hôtels s'envole



Selon une étude de TripAdvisor, l'afflux exceptionnel de touristes pour la Coupe du Monde de football devrait faire flamber le prix des hébergements. 600 000 visiteurs étrangers sont attendus du 12 juin au 13 juillet au Brésil. Dans les douze villes « hôtes », les hôtels seront jusqu'à

RCA : les Européens traînent les pieds

Les pays de l'Union européenne ne se pressent pas pour donner un coup de main en Centrafrique. La mission de l'UE est en péril.

« Force est de constater que le compte n'y est pas » : Jean-Yves Le Drian et Laurent Fabius se sont fendu d'un communiqué agacé après le quatrième échec des pays membres de l'Union européenne à se mettre d'accord sur leurs contributions à la mission Eufor-RCA. Une mission supposée démarrer lundi.

Dans leur communiqué, les deux ministres français rappellent que « l'Union européenne s'était engagée, le 10 février, à déployer une opération militaire en soutien aux efforts internationaux pour stabiliser la RCA » et que si « un effort supplémentaire n'est pas réalisé très rapidement, il ne sera pas possible de lancer, comme prévu, cette opération indispensable la semaine prochaine ».

L'UE comptait envoyer entre 800 et 1 000 militaires en Centrafrique, en soutien aux 6 000 hommes de la mission africaine Misca et aux 2 000 soldats français de la mission Sangaris déjà présents sur place pour ramener la paix civile. Ces militaires auraient pour mission de sécuriser l'aéroport de Bangui et certaines zones de la capitale, permettant ainsi aux troupes franco-africaines de se déployer dans l'est du pays.

Jeudi, l'inventaire dressé à Bruxelles a montré que les contributions sont loin d'être suffisantes, autant en termes d'hommes que de matériels. La France devait elle-même y contribuer ; elle envisage d'affecter à Eufor-RCA une centaine de gendarmes actuellement en formation en région parisienne. Leur départ pour Bangui pourrait avoir lieu à la fin du mois.

Lire aussi sur le blog *Lignes de défense* sur *Ouest-france.fr*

+ 400% C'est l'augmentation du nombre de consultations médicales sur Internet en 2014 par rapport à 2012. Le cabinet conseil Deloitte, chargé de l'étude publiée jeudi au Panama, en prévoit cent millions, cette année, dans le monde.

Rwanda : fin d'un procès historique

Pascal Simbikangwa a été condamné à vingt-cinq ans de réclusion pour son rôle dans le génocide rwandais.

Le premier procès jamais organisé en France sur le génocide des Tutsi au Rwanda, à moins d'un mois du vingtième anniversaire de ce drame, s'est clos hier soir. Pascal Simbikangwa, ex-capitaine de la garde présidentielle, a été condamné à vingt-cinq ans de réclusion. La cour d'assises de Paris l'a reconnu coupable de génocide en qualité d'auteur et de complicité de crimes contre l'humanité. Le délibéré a duré douze heures.



Pascal Simbikangwa, cloué dans un fauteuil roulant depuis un accident.

À l'issue des six semaines d'audience, l'accusation avait réclamé la requalification des faits en génocide et non plus en simple complicité de crimes contre l'humanité. L'avocat général, dans un réquisitoire implacable, avait qualifié Pascal Simbikangwa de « donneur d'ordre » et de « génocidaire négationniste », l'accusant notamment d'avoir armé et donné des instructions aux miliciens qui tenaient des barrières à Kigali, où étaient filtrés et exterminés les Tutsi.

La défense, qui envisage de faire appel, avait plaidé l'acquiescement, fustigeant un « château de cartes » de témoignages à charge « fragiles », construit dans un but « politique », alors que la France est régulièrement accusée par les autorités post-génocide de Kigali d'avoir soutenu et protégé le régime hutu génocidaire.

Aujourd'hui âgé de 54 ans, cloué dans un fauteuil roulant depuis un accident en 1986, l'ex-capitaine Simbikangwa avait nié en bloc et n'avait eu de cesse au long des six semaines de procès de minimiser son rôle et sa compréhension des massacres à l'époque. À la stupefaction générale, il avait ainsi assuré n'avoir vu aucun cadavre pendant les 100 jours d'horreur au cours desquels 800 000 personnes, principalement Tutsi, ont été massacrées entre avril et juillet 1994.

Sur lesoir.be

Entretiens, débats en ligne : l'actualité vit sur le site du « Soir ». En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/debats

« Les partis traditionnels sont unanimes sur les priorités à Bruxelles »

Le Soir et l'Ihecs ont organisé, mardi, un débat avec Laurette Onkelinx (PS), Joëlle Milquet (CDH), Didier Reynders (MR), Christos Doukeridis (Ecolo) et Didier Gosuin (FDF). Que retenir de leurs discussions ? On en parle avec **Véronique Lamquin**. **500 jeunes ont participé au débat mardi soir. Quelle était l'ambiance ?**

Le thème du débat était « être jeune à Bruxelles en 2014 ». L'auditoire était constitué d'étudiants en communication de l'Ihecs. La moyenne d'âge était de 22-23 ans. Nous avions choisi des têtes de liste à la Chambre et à la Région. On a entendu des propositions concrètes. Les jeunes avaient eux-mêmes choisi les thèmes du débat : l'emploi, la précarité, la mobilité et le logement. Cette génération a conscience qu'elle doit s'attendre à des emplois précaires, que le coût du loge-



ment est élevé et que les transports posent problème. Ce sont ces trois thèmes-là qui ont finalement constitué le débat. Les cinq grands partis traditionnels étaient représentés ; pourquoi pas les partis émergents ? Nous devons faire des choix, car il n'est pas possible d'inviter tout de monde afin que le débat puisse être bien géré.

Un énième débat. Et puis ?
On aurait pu parler de bien d'autres choses. Les gens sont venus avec des questions concrètes et les invités politiques ne sont pas venus à table pour s'attaquer entre eux. Par rapport à aux transports, par exemple, il y a eu un discours courageux disant qu'il était impossible d'instaurer la gratuité. On n'a pas entendu de promesses mirifiques... Vu les urgences à Bruxelles, tous les partis sont unanimes sur les priorités : emploi, enseignement et formation. 30 % des jeunes sont au chômage et la plupart sont infraqualifiés, il faut les aider. Tout le monde sait qu'on ne s'en sortira que de cette manière-là à Bruxelles et tous les partis en ont aussi conscience.

aujourd'hui



La Belgique en fait-elle assez contre le tabac ?
Un classement européen note en tout cas les prix trop bas dans notre pays. On en parle avec **Frédéric Soumois**.

l'entretien

« L'Europe doit devenir politique et citoyenne »

Guillaume Klossa a raconté l'histoire de la génération des quadras, qui ont grandi avec l'idée européenne. Et qui ne veulent pas voir cette flamme s'éteindre.

ENTRETIEN

Guillaume Klossa, président du think tank européen Europa Nova, fait partie de ces jeunes Européens qui avaient 20 ans quand le Mur de Berlin est tombé, qui ont grandi avec l'idéal communautaire chevillé au corps, mais qui, arrivés aux commandes, héritent d'une Union singulièrement en perte de vitesse dans l'opinion. Il raconte l'histoire de cette génération dans *Une jeunesse européenne*, un récit publié chez Grasset, qui fait écho au Monde d'hier, de Stefan Zweig. (1)

L'Europe ne possède pas de grand récit. Or, un grand récit collectif et symbolique, c'est ce qui, dans l'histoire des peuples, rassemble, transforme un tas d'individus en un tout cohérent. Génant pour l'Union ?

C'est vrai, il y a eu des milliers d'essais sur l'Europe, mais presque pas de récits, comme si, collectivement, nous nous en étions interdit l'écriture. Après guerre, il était trop tôt pour écrire un grand récit européen d'autant que la dynamique européenne était d'une certaine façon naturelle. Elle était portée par « le plus jamais ça » et un fort consensus des sociétés européennes pour avancer ensemble pacifiquement et incarnée par des personnalités qui avaient vécu la guerre. Notre identité était soudeuse jusqu'en 1989 par un ennemi commun, l'Union soviétique. C'est avec la chute du Mur, la disparition des pères fondateurs puis la grande crise

des dernières années et le réajustement accéléré du monde que le grand récit dont vous parlez devenait capital pour redonner une perspective d'avenir commune aux Européens. Dans mon livre, je raconte comment au début des années 1990, les Jeunes Européennes de Prague à Madrid en passant par Bruxelles et Paris, attendaient ce grand récit. Nous avons certainement manqué le coche à ce moment et à nouveau en 2005 au moment du débat sur la Constitution pour l'Europe. Une des raisons, c'est que la vieille tradition littéraire européenne du grand récit collectif avait largement disparu, je tente de la ressusciter aujourd'hui. Une autre est le manque de leadership et de volontarisme collectif et individuel de nombre de nos dirigeants politiques. À l'inverse, les États-Unis sont dans une dynamique constante d'actualisation du récit américain qui est au cœur de toutes les campagnes présidentielles américaines et de l'identité démocratique du pays. C'est une condition nécessaire de la cohésion et de la projection dans l'avenir de la société américaine. Un exemple : le « discours sur la race » du président Obama constitue une réécriture du récit américain qui a été un des éléments déterminants pour donner en 2008 une stature présidentielle au locataire de la Maison-Blanche. Il y a chez nous une forme de paradoxe, nous avons fait de l'Europe une construction essentiellement



Guillaume Klossa

Guillaume Klossa est français, né en 1972. Diplômé de HEC, de Science Po et de la London School of Economics, il a créé le think tank Europa Nova en 2002 avec l'aide d'Enrico Letta, aujourd'hui président du Conseil italien. « Une jeunesse européenne » (Grasset) est son premier récit ; il est en lice pour le prix européen du Livre 2014.

Guillaume Klossa tente de ressusciter la vieille tradition littéraire européenne du grand récit collectif. © DR

institutionnelle et bureaucratique en nous interdisant trop longtemps de réfléchir de manière sensible à notre identité collective d'Européens alors que c'est le récit, c'est-à-dire la capacité à nous raconter ensemble, qui est la condition même de la cohésion de la société euro-

Comment cette Europe, qui aurait pu être un beau mythe unificateur, est-elle devenue un cadre juridico-économique singulièrement abstrait ?

L'Europe a jusqu'à présent été une construction technocratique et diplomatique fondée sur le droit et le marché. De cela, nos concitoyens, frappés par la crise et la violence de la mondialisation, ne veulent plus. Ils attendent qu'elle devienne une construction politique et citoyenne fondée sur la constitution d'une véritable démocratie européenne, en témoigne la grande légitimité du Parlement européen dans les eurobaromètres. Le fait que, pour la première fois, les citoyens européens puissent avoir l'opportunité de contribuer au choix du président de la Commission européenne lors des prochaines élections européennes nous offre également une opportunité de repenser de manière plus politique le projet et donc le récit européen.

Comment votre génération vit-elle ce désenchantement vis-à-vis de l'idée européenne ?

Ma génération est divisée et hésite entre le repli sur soi, la tentation de quitter l'Europe et la volonté d'inventer une nouvelle page de l'histoire de notre continent fondée sur la création d'une puissance démocratique européenne en mesure d'apporter une réponse au chômage, d'assurer nos intérêts collectifs et de faire vivre nos valeurs dans la

mondialisation. Je fais, peut-être parce que je suis jeune père, partie de la troisième catégorie. Et je ne suis pas le seul. « Une jeunesse européenne » raconte également l'émergence d'une nouvelle génération d'intellectuels, d'écrivains et de décideurs qui refusent le déclinisme et veulent inventer une nouvelle étape positive et collective de notre histoire. En ce qui me concerne, je crois au récit démocratique qui repose sur notre capacité à inventer de manière continue de nouveaux droits et de nouvelles libertés, comme les droits numériques, un droit à la mobilité pour tous les jeunes en Europe et pas seulement les étudiants, un droit à la transition professionnelle alors que des millions d'emplois industriels vont disparaître mais aussi à la formation politique tout au long de la vie. Voilà ce qui pourrait être la mission de ma génération ! ■

Propos recueillis par **WILLIAM BOURTON**

(1) Ce jeudi, à 18 h, Guillaume Klossa parlera de son livre à la librairie bruxelloise Filigranes. Renseignements : www.filigranes.be



la carte blanche



Henri Bartholomeeusen
Président du Centre d'action laïque

La raison contre les peurs

Le Centre d'action laïque appelle à l'apaisement dans les débats sur les lois éthiques, qui sont de plus en plus envahis par des considérations qui s'appuient sur des supputations et des amalgames, au détriment d'arguments scientifiques et philosophiques rationnels. Le combat pour le droit à l'avortement est un exemple criant.

A l'heure où certains ressortent leurs velléités d'intimidation et agitent à nouveau leur catalogue de peurs à l'occa-

sion de l'anniversaire du vote de la loi dépenalisant partiellement l'avortement en Belgique, le Centre d'action laïque souhaite appeler tous les démocrates à débattre des questions éthiques avec calme et rationalité. Toute critique est respectable si elle vise le bien commun et s'appuie sur des arguments rationnels. Agiter des craintes liées à l'émotion ou à des dogmes ne contribue pas à un débat démocratique serein. A cet égard, nous devons constater que la violence des campagnes contre les partisans de la liberté de choix pour

les femmes et l'agressivité de ceux qui leur dénie le droit de disposer de leur vie sont fort éloignées de la sérénité. Les arguments scientifiques ou philosophiques rationnels sont de plus en plus évincés du débat au profit de communications qui recèlent mensonges, supputations et amalgames.

Rappelons une bonne fois que le fait d'ouvrir un droit n'oblige personne à y recourir. Donner une possibilité élargit le champ des libertés individuelles pour tous les citoyens, alors que la volonté d'interdire ou de réduire

l'accès au droit vise, au contraire, à obliger tous les citoyens à se conformer à l'avis d'une minorité de fondamentalistes. L'existence d'une loi est la meilleure garantie que des garde-fous seront placés là où c'est nécessaire. L'absence d'un cadre légal laisse le champ libre aux abus de toute nature, à la clandestinité et à de dramatiques situations de santé publique. Car en ce qui concerne le droit à l'avortement, encadré comme il l'est par la loi de 1990, c'est bien de cela qu'il s'agit. Laissons là les débats idéolo-

Paris qui ? L'inquiétante perte d'influence de la France au cœur du pouvoir européen



Le pouvoir de la France décline au sein de l'Europe.

Entre un président français qui s'exprime moitié moins que la chancelière allemande lors des sommets européens et des pays du Sud qui semblent ne pas avoir besoin de l'appui de la France pour obtenir un compromis de l'Allemagne sur l'instauration d'un mécanisme de sauvetage de l'euro, on peut s'inquiéter de l'atonie d'un pays pourtant censé être l'un des piliers de l'UE.

Avec [Jean Quatremer](#) - [Sylvie Goulard](#) - [Guillaume Klossa](#)

Jean Quatremer est journaliste. Il travaille pour le quotidien français [Libération](#) depuis 1984 et réalise des reportages pour différentes chaînes télévisées sur les thèmes de l'Europe. Il s'occupe quotidiennement du blog [Coulisses de Bruxelles](#). Il est l'auteur de [Sexe, mensonges et médias](#) (Plon, 2012).

Guillaume Klossa est fondateur du think tank [EuropaNova](#) et auteur de l'ouvrage ["Une jeunesse européenne"](#) (Grasset 2014, sélection prix du livre européen 2014)

Sylvie Goulard est membre du Parti libéral démocrate, députée européenne, et membre du Groupe Eiffel Europe (www.groupe-eiffel.eu).

[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : La France semble se retrouver dans une position délicate sur la scène communautaire alors qu'elle n'arrive plus à s'appuyer comme

auparavant sur les pays du Sud pour mener son bras de fer avec Berlin. Peut-on parler d'un "décrochage" de Paris ? Dans quelles proportions ?

Jean Quatremer : Effectivement : **le décrochage de la France sur la scène européenne est lié à son incapacité à tenir, depuis dix ans, ses engagements, que ce soit en matière budgétaire ou de réformes structurelles.** La France a même démontré, en 2005, qu'elle n'était pas en mesure de gagner un référendum alors que le traité constitutionnel portait son empreinte... Dès lors, cette faiblesse intérieure se retrouve sur le plan européen : comment traiter avec un gouvernement dont la parole ne vaut pas grand-chose ?

Ensuite, l'incapacité des dirigeants français à avoir une vision claire de l'Europe qu'ils souhaitent participe de cet affaiblissement. Depuis les années 50, ils hésitent constamment entre une Europe « inter-gouvernementale », celle où les Etats dominent, et une Europe disons « communautaire » si l'on souhaite éviter le gros mot qu'est devenu le fédéralisme. Peut-on à la fois vouloir que le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement - qui décide par consensus - ait toujours le dernier mot, tout en regrettant le manque de démocratie, ce qui passe par un renforcement du Parlement européen, ou encore militer pour l'Union bancaire qui représente un saut fédéral aussi important que l'euro ? Évidemment non. On ne peut pas avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre. **De ce point de vue, l'Allemagne et l'Italie, qui sont en faveur d'une Union fédérale, ou la Grande-Bretagne, qui militent pour une Europe intergouvernementale, sont plus conséquentes.** Est-ce un hasard si personne, moi en premier, n'est capable d'expliquer ce que François Hollande a en tête pour l'Europe ?

Enfin, le fait que les deux partis de gouvernement, PS et UMP, aient « l'Europe honteuse », achève de discréditer la France. Comment peuvent-ils expliquer sur la scène intérieure qu'on veut une « autre Europe » alors qu'on a activement participé à la construction de l'Europe telle qu'elle est ? La démocratisation de l'Union, par exemple, a du être arraché à une France qui s'est toujours méfiée du parlementarisme... Ce double discours est une spécificité bien française.

Guillaume Klossa : Le déclin ou le décrochage français sur la scène européenne est un processus de long terme. Il est à la fois économique, politique et culturel. **Il est en grande partie lié au sentiment que notre pays est incapable de mener les réformes nécessaires à son développement économique.** Au début des années 2000, alors que l'Allemagne est perçue comme déclinante, c'est la Grande-Bretagne de Tony Blair à qui tout semble réussir, qui sert de source d'inspiration avant que l'Allemagne ne prenne le relais à la fin de la décennie précédente. **Du point de vue linguistique, il s'accélère avec l'élargissement aux pays nordiques au milieu des années 1990 qui scelle la perte de vitesse de l'utilisation de la langue française au sein des institutions européennes.** Beaucoup de hauts fonctionnaires même anglophones ou danois (le Danemark a rejoint la CEE en 1973) ont longtemps privilégié l'usage du français comme langue de travail communautaire, le français permettant à leur sens de mieux exprimer que l'anglais un intérêt général européen.

Mais Paris n'a jamais vraiment eu le souci de se battre pour l'usage de sa langue, préférant le combat pour le siège du Parlement à Strasbourg. **A la veille du référendum de 2005 et malgré l'élargissement à l'Est de l'UE, la France qui s'est opposée à la guerre d'Irak avec raison, semble reprendre du poil de la bête, mais le rejet du projet de Constitution européenne en mai 2005 isole à nouveau durablement le pays** avant un rebond d'influence à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne du second semestre 2008, que tous les présidents de groupes du Parlement européen, depuis les Verts en passant par les communistes, le PSE et bien sûr le PPE reconnaissent alors comme une très grande présidence : institutionnalisation du G20, paquet énergie climat, intervention politique dans le dossier géorgien plutôt réussie, capacité de réaction et de mobilisation collective à l'occasion de la crise financière.

Depuis, la France donne le sentiment de se replier sur elle-même. **Le président Hollande au début de son mandat au dernier semestre 2012 a lancé l'idée implicite d'une alliance avec l'Espagne et l'Italie** mais ces deux pays ont eu le sentiment de ne pas être toujours soutenus par Paris quand ils en avaient le plus besoin : ils sont donc méfiants à notre égard. **S'ils doivent obtenir la bienveillance du Conseil ou de la Commission, ils savent que c'est le soutien de Berlin qui est capital et qu'ils n'ont aucun intérêt pour l'obtenir à passer par Paris.** Enfin, ils ont choisi des voies de réformes radicales, très différentes d'ailleurs l'une de l'autre, et considèrent que Paris n'a pas encore véritablement lancé les réformes structurelles qui permettraient de relancer l'économie française, même s'ils accueillent favorablement le pacte de responsabilité.

Sylvie Goulard : Au regard de l'histoire de l'intégration communautaire, on remarque que ce n'est certainement pas quand la France s'est appuyée sur les pays du Sud contre Berlin qu'elle a réussi à faire peser son influence

en Europe. C'est au contraire lorsqu'elle s'est engagé dans des compromis, parfois compliqués il est vrai, avec l'Allemagne qu'elle a su manifester son importance. **Cette idée, souvent entendue, que les pays latins auraient tout intérêt à une coalition contre les pays d'outre-Rhin relève d'après moi d'avantage d'une illusion que d'une réalité diplomatique.**

On a notamment évoqué pendant un temps une alliance entre la France et l'Italie de Mario Monti pour contrer les exigences budgétaires d'Angela Merkel, mais c'est une représentation finalement assez floue de ce qui s'est réellement passé. Peu après son arrivée au pouvoir en novembre 2011, Nicolas Sarkozy et la Chancelière allemande ont en vérité eu à cœur d'insérer leur homologue italien au centre du jeu, notamment en organisant un mini-sommet commun le 24 novembre à Strasbourg pour réaffirmer l'importance du rôle de la BCE. Loin de donner tous ses gages à la position française, M. Monti a de fait mené une double stratégie que tout le monde n'a peut-être pas su décrypter : d'un côté il acceptait d'engager des efforts colossaux sur le plan budgétaire, de l'autre il négociait une politique européenne d'avantage engagée vers la croissance. C'est à mon avis le pari gagnant qui a notamment amené le Conseil européen, en juin 2012, à reconnaître qu'il fallait faire des efforts pour soulager les pays s'engageant dans des réformes structurelles. Un acte qui n'est pas resté déclaratoire puisqu'il a ouvert par la suite la voie à Mario Draghi pour apaiser les marchés. Il est en tout cas erroné de croire que M. Monti, de même que M. Renzi actuellement, jouerait la carte de la confrontation aux côtés de Madrid et de Paris contre Merkel.

La première opposition à l'Allemagne sur le dossier de l'Union bancaire a été celle de l'Espagne et du Portugal, alors que la France était très attendue dans ce dossier. Que traduit ce manque d'implication ?

Jean Quatremer : Je ne suis pas d'accord avec votre analyse, puisque c'est bien Paris qui a poussé à l'instauration d'une Union bancaire la plus large possible, alors que l'Allemagne souhaitait la limiter aux pays qu'elle considérait comme peu sérieux, c'est-à-dire à tout le monde en dehors d'elle, de l'Autriche et des Pays-Bas. **En bref, Berlin souhaitait que ses banques échappent au contrôle de la BCE et que le sauvetage des banques ne soit pas mutualisé.** Pour le coup, la France a su, dans ce domaine précis, faire prévaloir ses ambitions. C'est d'ailleurs l'un des trop rares dossiers où elle a su effectivement se montrer réellement européenne.

Guillaume Klossa : Les avancées concernant l'Union bancaire sont une bonne chose et elles ont contribué à recréer la confiance sur les marchés à l'égard de l'Europe. Mais beaucoup de temps a été perdu en raison des réserves de Berlin et le calendrier de mise en œuvre est trop lent à mon sens. Mon inquiétude tient aussi à la dimension procyclique du projet. **Tel qu'il est conçu, ce projet peut encourager les banques à se retirer des Etats membres où le risque est le plus élevé, ce qui est contraire à l'esprit du marché unique** et peut rendre plus difficile l'emprunt à un taux raisonnable pour les entreprises n'ayant pas la capacité à aller sur les marchés internationaux. Par ailleurs, certaines institutions bancaires notamment régionales sont exclues du contrôle de la BCE alors que leur défaut peut avoir un impact systémique, ce n'est pas non plus une bonne chose. A mon sens, la baisse de l'influence de Bercy sur ce dossier tient en partie au fait que nous avons du mal à développer une analyse systémique suffisamment étayée et visionnaire et que nous avons un doute sur ce que sont nos intérêts dans cette affaire mais aussi que nous n'avons pas été en mesure de définir une approche conforme à l'intérêt général européen.

Sylvie Goulard : Rentrer dans le détail de tel ou tel dossier peut nous faire perdre la vue d'ensemble. Dans ce cas précis je pense qu'il s'agit plutôt d'une capacité de compromis de la part du gouvernement Ayrault qui a su malgré tout faire avancer un dossier important. **Les Allemands, et particulièrement la Cour de Karlsruhe, ont généralement une interprétation beaucoup plus « juridique » et restrictive des traités, ce qui explique qu'ils arrivent plus facilement que d'autres à imposer des conditions.** Sur de nombreux dossiers et accords, la France se retrouve généralement en confrontation avec cette vision et se retrouve souvent contrainte au compromis, compromis que l'on interprète trop souvent comme une défaite. Il y a toutefois selon moi des éléments plus objectifs dans l'affaiblissement actuel de la France, et ces éléments sont clairement discernables depuis le début des années 2000, tant dans les positionnements politiques que sur le plan économique.

L'instauration d'un mécanisme de sauvetage de l'euro était au cœur des

propositions françaises en 2010, bien que ce soit un groupe d'eurodéputés emmené par la portugaise Eilisa Ferreira qui a réussi à emporter les concessions finales à l'Allemagne là où Pierre Moscovici avait échoué. Comment expliquer une si faible influence de Bercy ? La retrouve-t-on sur d'autres dossiers ?

Jean Quatremer : Cela s'explique davantage par la répartition des rôles au sein de l'UE. À un certain moment de la négociation, les gouvernements ont dû composer avec Berlin qui s'opposait à une communautarisation trop rapide du fonds de résolution des crises bancaires. **Il y a un moment où les États réunis au sein du Conseil des ministres, sauf à vouloir déclencher une crise européenne, n'ont d'autres choix que de parvenir au moins mauvais compromis possible.** Mais le Parlement européen, qui a le dernier mot sur bien des dossiers, peut exiger davantage, ce qui s'est passé sur le dossier de l'Union bancaire. Le Conseil des ministres arrache un compromis, le Parlement en arrache un de meilleure qualité s'il le peut. On peut difficilement reprocher à la France de s'être appuyée sur le Parlement européen et d'avoir joué la démocratie européenne. Évitions les mauvais procès et reconnaissons à la France quelques bons points en dépit des difficultés qu'on lui connaît actuellement.

Guillaume Klossa : Je crois que François Hollande est conscient qu'une condition pour retrouver une part de notre influence politique est que notre pays retrouve la voie d'une croissance durable. Sans retour à une croissance durable, la France ne sera pas politiquement audible en Europe. Mais ce qui me semble faire défaut est plus préoccupant, **nous avons perdu notre capacité d'imagination politique, celle qui a permis de créer la CECA, d'imaginer le serpent monétaire, de faire l'euro, nous n'avons plus d'ambition pour les Européens et avons le plus grand mal à nous projeter dans le monde de demain.** Cette créativité faisait partie de l'ADN européen de notre pays et était un élément majeur de notre influence politique, il est important que dans ses positions, le président porte cette inspiration européenne. C'est moins une question de nombre d'interventions que de souffle politique.

A-t-on finalement trop misé sur une influence politique en perte de vitesse sans privilégier les mécanismes hiérarchiques de l'Union ?

Jean Quatremer : L'Allemagne est parfaitement à l'aise dans l'Union européenne qui est bâtie sur le modèle allemand, c'est-à-dire décentralisé et parlementaire. **C'est évidemment une vision qui colle mal à notre vision française du pouvoir où l'on croit que seul le sommet de la pyramide (ici le Conseil européen) décide et tranche.** Les mécanismes d'influence se situent pourtant bien en amont, même en amont des propositions que formule la Commission. Si cette réalité est bien connue des diplomates et hauts fonctionnaires français, le plus haut niveau politique ne la prend pas en compte et préfère jouer du pouvoir du Conseil européen et du Conseil des ministres. Or, quand un texte arrive à ce niveau, il est déjà trop tard : on ne peut plus l'influencer qu'à la marge. Berlin, elle, sait parfaitement jouer de tous les niveaux de pouvoir, ce qui lui donne un avantage comparatif évident.

En même temps, le centralisme à la française permet une extrême souplesse dans les négociations. C'est le côté pile de la pièce si vous voulez. Ainsi, ce n'est pas un hasard si la France n'est jamais dans la minorité lorsqu'il y a un vote formel au Conseil à la différence de l'Allemagne. Lors d'une négociation, il suffit d'un coup de fil à l'Élysée pour que le négociateur français change de position en négociant des concessions. Alors que les Allemands, de par la complexité de leurs processus de décisions interne (au sein du gouvernement, de la coalition, du Bundestag, des Länder pour les compétences partagées), sont eux contraints de maintenir le cap, jusqu'au bout, quitte à se retrouver dans la minorité. En même temps, cette rigidité leur offre un poids évident dans la négociation puisqu'ils peuvent faire valoir qu'un changement de position est trop complexe pour eux. On voit bien ici les avantages et les inconvénients qu'offrent les deux systèmes (français et allemands).

Au-delà des considérations purement économiques, plusieurs cadres bruxellois évoquent le manque d'investissement du président Hollande sur la scène européenne, ce dernier s'exprimant "moitié moins" qu'Angela Merkel lors des sommets rassemblant les États membres. La France souffre-t-elle avant tout de son manque d'ambitions politiques ?

Jean Quatremer : François Hollande s'illustre effectivement par une timidité notable sur la scène européenne, à la différence de Nicolas Sarkozy, son prédécesseur. Pis : il n'aborde pratiquement jamais les thématiques européennes en dehors de Bruxelles, alors qu'il s'agit d'un sujet déterminant dans l'élaboration des politiques budgétaires et économiques de la France. Manuel Valls n'est pas en reste : il s'est contenté de quelques phrases sur l'Europe lors de son discours de politique générale. **Un fait révélateur de cette prudence : en deux ans de mandat, François Hollande n'a jamais rencontré les journalistes français en poste à Bruxelles en « off » afin de clarifier sa politique**, alors que tous les précédents locataires de l'Élysée avaient pour tradition de s'adonner à ce rituel dès qu'ils se rendaient à Bruxelles. Cette prise de distance avec la presse s'explique de manière assez simple : Hollande considère que la question européenne est un piège, le moindre faux pas risquant de réveiller les divisions internes à sa majorité. On voit pourtant bien à travers les crispations à gauche autour des 3% que cette stratégie du silence ne porte pas ses fruits...

Sylvie Goulard : Les Français font trop souvent l'erreur de croire que tout peut émaner du simple discours politique, bien que le volontarisme et l'implication soient évidemment toujours nécessaires. La capacité économique est en vérité le facteur fondamental qui permet de mesurer le poids d'un Etat-membre et d'aucuns adoptent aujourd'hui un ton qui ne correspond plus à leur poids réel. **De nombreux partenaires européens sont ainsi loin de partager mes idées, non pas tant par sentiment anti-français mais parce qu'ils ont simplement l'impression que l'Hexagone n'a pas de performance positive à faire valoir.** L'Allemagne peut s'appuyer sur son industrie, la Finlande sur son modèle éducatif, l'Autriche sur la qualité de sa formation professionnelle, tandis que la France n'a actuellement que peu d'avantages concrets à mettre en avant. La puissance n'est jamais que la valorisation d'une position de fait, la simple parole ne suffisant pas à masquer les réalités économiques.

François Hollande a [récemment renouvelé](#) une partie du personnel d'Etat chargé des affaires européennes, incluant notamment Philippe Léglise-Costas, président du Secrétariat Général aux affaires européennes, dans le cercle de l'Élysée. Ces changements pourront-ils insuffler un nouvel élan à la politique française ou s'agit-il d'une manœuvre simplement cosmétique ?

Guillaume Klossa : Nos partenaires, mais aussi la Commission et la présidence du Conseil européen ont eu le sentiment de cafouillages au début du quinquennat : multiplicité d'interlocuteurs, positions insuffisamment coordonnées entre Bercy et l'Élysée, voire Matignon, divisions au sein même de l'Élysée... La nomination de Philippe Léglise-Costa (ancien directeur du cabinet où Guillaume Klossa a officié, *ndlr*) qui était déjà conseiller Europe du président comme secrétaire général du Secrétariat général aux affaires européennes qui coordonne les positions interministérielles de la France en matière européenne, est à cet égard une très bonne chose. Cette nomination est un signal politique fort, **c'est désormais l'Élysée qui tranchera et à l'Élysée, c'est le conseiller Europe du président qui aura le dernier mot.** Philippe Léglise-Costa est dans le système européen l'un des hauts fonctionnaires les plus respectés notamment à Berlin, c'est aussi l'artisan du Paquet Energie Climat. Je me réjouis de ce choix et de cet arbitrage d'autant que j'ai pu travailler directement avec lui pendant la présidence française et apprécié ses qualités intellectuelles et humaines. La nomination de Jean-Pierre Jouyet comme secrétaire général de l'Élysée est un autre signal politique fort à ne pas sous-estimer. Ancien directeur de cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne et ancien secrétaire d'Etat chargé de la présidence française de l'Union européenne, il est également unanimement respecté en Europe et connu pour son empathie, une qualité clé pour un pays comme le nôtre souvent critiqué pour son arrogance et sa difficulté à être à l'écoute de ses partenaires.

Jean Quatremer : Ces changements montrent une volonté de centraliser la gestion européenne à l'Élysée. L'Europe a aussi fait partie du « domaine réservé » sous François Mitterrand lors de l'achèvement du marché intérieur et de l'élaboration du Traité de Maastricht qui allait créer la monnaie unique, de 1986 à 1992. Cet acte II de la centralisation des questions communautaires, aussi illustrée par la nomination à Bercy du fidèle Michel Sapin, semble a priori révéler une prise de conscience de l'importance du sujet « Europe ». On peut toutefois rester sceptique sur l'efficacité d'un tel dispositif alors que la pensée française reste empêtrée dans la confusion et le double discours...

Sylvie Goulard : Au-delà des nominations effectuées récemment, la vraie question réside dans l'adoption ou non des réformes structurelles qui pourraient remettre la France dans le jeu, non pas pour faire plaisir à Bruxelles, mais

simplement pour sortir d'une dérive financière et budgétaire de plus en plus préoccupante. La Cour des Comptes ne dit ainsi pas vraiment autre chose que la Commission dans ce domaine. **C'est donc une question économique avant d'être une affaire de transferts au plus haut-niveau de l'Etat.** Une fois que cela est dit, il est vrai que la France a sur les dernières années sciemment gaspillé l'influence qu'elle pouvait avoir à Bruxelles. Lorsque l'on voit certains de nos députés arriver à Strasbourg tout en étant gêné par le cumul des mandats, il ne faut pas s'étonner de constater la faiblesse de la parole française dans de nombreuses commissions. Si l'objectif n'est clairement pas d'agiter partout son petit drapeau lorsque l'on est un député communautaire, on ne peut que regretter de voir que les institutions européennes ne sont pas en général pas prises au sérieux par notre personnel politique.

Pour lire le Hors-Série Atlantico, c'est ici : ["France, encéphalogramme plat : Chronique d'une débâcle économique et politique"](#)

"atlantico hors-série



**FRANCE,
ENCÉPHALOGRAMME PLAT**

**CHRONIQUE D'UNE DÉBÂCLE
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE**
30 ans après la rigueur, 20 ans après
Maastricht : quand de précieuses
victoires se transforment en flirt
avec la déflation

ET AUSSI

Le quinquennat normal : les soubresauts de l'an II	Le « Sociétarisme » ? De l'impuissance sociale à l'ornière sociétale	2014, le futur c'est maintenant
--	---	---

Le réveil citoyen pour une Europe qui reprend du souffle, enfin!

Huffpost 09/05/2014

Denis Payre Président de Nous Citoyens

Thomas Houdaille Vice-Président de Nous Citoyens, ancien directeur d'EuropaNova et entrepreneur

L'Europe est notre destin commun. Ce projet unique a permis la paix pendant 70 ans alors que nous avons connu trois conflits suicidaires pendant les 70 années précédentes. L'Union fait la paix. Dans le contexte de crise économique, sociale et morale, il est plus que jamais nécessaire de la protéger. Sur certains enjeux majeurs, l'union en Europe est la solution car, seule, notre vieille et belle nation ne pourra pas affronter les grands défis du 21^e siècle. Pour la promotion d'échanges internationaux équitables, créateurs de richesses et de rencontres, la sobriété énergétique et les nouveaux enjeux écologiques ; pour une Europe qui protège avec la sécurité de nos frontières et la régulation des flux migratoires ; pour une aide coordonnée au développement, l'union fait la créativité et la force.

Pour autant, malgré des progrès majeurs qui ont largement contribué à l'ouverture et à la modernisation de notre pays, le projet européen patine. Avec la crise, l'idée même d'Europe est en danger, menacée par la montée de populistes, avides de boucs émissaires et brandissant comme seul credo le repli sur soi. Discours facile et séduisant pour nombre de nos concitoyens qui constatent à raison que l'Union européenne est inefficace pour les protéger de la crise.

Mais si l'Europe est une œuvre imparfaite, inachevée et mal aimée, ce sont principalement les dirigeants politiques français qui en sont les responsables ! Alors que la France a longtemps été le moteur de la construction Européenne, nos dirigeants ne portent plus de vision pour l'Europe. Depuis trop d'années, ils envoient au Parlement européen les recalés des élections nationales, ces professionnels d'une politique de carrière qui s'y retrouvent, non pas pour servir le bien commun mais se servir. Nos "élites" politiques ont trop souvent fait de l'Europe le bouc émissaire facile de tous nos maux, alimentant le fameux "c'est la faute de Bruxelles".

Face à cette situation, nous appelons à l'engagement collectif d'un nouveau type, en gardant la tête froide justement ! Fort de milliers de soutiens et avec la contribution des Européens Solidaires, Nous Citoyens présente aux élections européennes du 25 mai 2014 des listes de personnes issues de tous les horizons. Des candidats ayant fait la preuve de leur professionnalisme et de leur ouverture, qui s'engagent à exercer leur mandat à plein temps, à ne pas cumuler et à rendre compte de leurs travaux. Des personnes de droite, du centre ou de gauche, qui se retrouvent sur l'essentiel : l'exercice du débat dans un climat bienveillant et constructif pour faire bouger les lignes, des personnes ayant en commun un fort goût d'entreprendre, et la volonté de transposer dans un engagement politique ponctuel leur créativité et leurs espérances.

Ainsi, nous proposons de nous attaquer sans tabou aux questions liées à l'euro, à la crise de la dette et au sous-emploi avec les 4 points cardinaux de notre boussole : réconcilier la solidarité envers les plus vulnérables et la prospérité en promouvant l'initiative, rechercher le niveau le plus efficace et responsable de prise de décision politique, discerner dans chaque proposition de loi comment permettre à chacun d'être toujours plus humain et retrouver l'élan et l'enthousiasme des projets communs qui ont été le succès des pères de l'Europe.

Nous voulons une Europe plus démocratique et moins technocratique. Une Europe performante qui crée des emplois. Une Europe efficace qui règlemente là où c'est réellement nécessaire. Une Europe qui permet aux citoyens de tirer parti de la mondialisation et les protège le cas échéant.

Nous voulons une Europe qui fonctionne et perde cette habitude de rester au milieu du gué. L'Europe à sa juste place n'est pas un problème : elle est une solution pour surmonter les crises et tracer un chemin d'avenir. Pour cela "cet ensemble ne pourra et ne devra pas rester une entreprise économique et technique: il faut une âme" affirmait Robert Schuman. Face à la défiance généralisée des Français vis-à-vis de la classe politique, face à la colère et la désespérance, nous portons un projet alternatif et crédible : le projet de citoyens qui cessent de sous-traiter leur destin commun à des politiciens de carrière et s'engagent ensemble pour remettre l'Europe en marche.

Par Denis Payre, président de Nous Citoyens, Philippe de Roux, président d'Européens Solidaires et porte-parole, Thomas Houdaille, délégué général de Nous Citoyens et porte-parole

Événement

Le palmarès des eurodéputés français

A quelques jours des élections européennes, Challenges a fait évaluer le travail de nos 74 élus. Les résultats sont très contrastés.

C'est le palmarès des extrêmes. Les bons sont excellents, les derniers très mauvais. A l'occasion des élections européennes du 25 mai, qui portent de lourdes incertitudes politiques (record d'abstention, montée des extrêmes, effritement du PS), *Challenges* a fait évaluer l'investissement des eurodéputés français. Quels sont, parmi nos 74 élus, les plus travailleurs et les plus influents? Le Groupe des Belles Feuilles, club de réflexion sur les questions européennes, a établi un classement (*lire méthodologie ci-contre*) en panachant critères quantitatifs (comme l'assiduité) et qualitatifs (par exemple, l'implication dans le processus législatif, notamment comme rapporteur, une des fonctions cruciales). Premier constat : les plus bûcheurs sont des femmes. Sur la première marche, elles sont trois ex æquo. Et douze dans le Top-20 (*lire les portraits de trois d'entre elles page 18*).

De discrets vainqueurs

Les meilleurs ne sont pas forcément connus dans l'Hexagone. Ainsi, les trois gagnantes, très actives pendant leurs cinq années de mandat : la conservatrice Véronique Mathieu, « non cumularde, toujours présente, transparente, notent les Belles Feuilles. *Détenrice du record absolu en termes de rapports législatifs (30)* » ; la socialiste Pervenche Berès, « auteure de 11 rapports, 28 avis, et d'une multitude d'amendements sur 195 textes » ; et Marie-Christine Vergiat, du Front de

UNE AFFAIRE DE GENRE, PLUS QUE DE PARTI

Les 74 députés français ont été classés en désignant leur parti par leur nom européen : PPE (Parti populaire européen) pour l'UMP, S&D (Parti des socialistes européens), ALDE (Parti pour l'alliance des libéraux et des démocrates) pour l'UDI-MoDem. Dans le Top-20, on retrouve douze femmes issues de toutes les formations.

gauche, qui, « bien qu'appartenant à un groupe minoritaire, a été très présente » : 665 discours en plénière et 178 rapports amendés.

Pendant la crise, d'autres Français se sont distingués, comme les conservateurs Alain Lamassoure, président de la commission budgétaire, ou Jean-Paul Gauzès, spécialiste de finance internationale. Sont aussi montés au front les écologistes Eva Joly (présidente de la commission pour le Développement), José Bové ou Yannick Jadot, très offensifs sur les accords de libre-échange. Ou encore les libérales Sylvie Goulard (182 rapports amendés) ou Marielle de Sarnez (463 déclarations en plénière). Sans compter l'ultraméditerranéen Daniel Cohn-Bendit qui, le 9 mai 2012, a électrisé l'hémicycle en dénonçant l'arrivée des néonazis au Parlement grec.



Trois des 20 meilleurs eurodéputés. De gauche à droite : Sylvie Goulard, libérale (ALDE), cinquième ; Pervenche Berès, socialiste (S&D), première ex æquo ; Françoise Grossetête, conservatrice (PPE), dix-huitième. (*Lire leur portrait page 18.*)



Tout en bas du classement, les Belles Feuilles pointent des « eurodéputés qui ne jouent pas le jeu. Absents, ils ne s'expriment pas. Lorsqu'ils se rendent visibles, c'est souvent sur des sujets locaux bien éloignés de l'Europe ». Il s'agit notamment de Jean-Luc Mélenchon et de Marine et Jean-Marie Le Pen, qui font de la chose communautaire un repoussoir.

Elue depuis 1994, la conservatrice Françoise Grossetête se rappelle ses débuts : « J'ai été accueillie par un haut fonctionnaire allemand qui m'a dit : "Vous êtes française? Pour être reconnu ici, il faut beaucoup travailler." J'ai été frappée qu'il se croie obligé de m'avertir. » François Lafond, directeur du think tank EuropaNova, atteste : « Les Français continuent d'avoir mauvaise réputation. Beaucoup ne réalisent pas que le Parlement européen n'est pas une cour de récréation mais une enceinte où le travail est très technique, où il faut être capable de travailler dix heures d'affilée sur un texte ardu. C'est devenu encore plus vrai avec la codécision. » Depuis 2009 et le traité de Lisbonne, les eurodéputés sont en effet davantage impliqués dans les questions agri-



Photos : Bruno Debussard pour Challenges

coles, énergétiques, de fonds structurels et de budget.

Parmi les points faibles légendaires des élus français, la maîtrise approximative des langues. Sylvie Goulard fait exception en accordant des interviews en anglais ou en allemand. Et encore, précise-t-elle, elle a choisi une assistante parlementaire britannique, « pour ne pas me faire avoir à cause d'une traduction ambiguë pendant une séance de nuit ».

Directeur des études de la Fondation Robert Schuman, Thierry Chopin regrette le manque de constance des élus tricolores. « Comparés à leurs homologues des grands Etats membres, ils exercent en moyenne moins de mandats. Ils sont plus

Le Parlement européen, à Strasbourg.

Issus de 28 pays et parlant 24 langues, les 751 eurodéputés se partagent entre les hémicycles alsacien et bruxellois.

nombreux à cumuler avec un mandat national et plus nombreux aussi à démissionner en cours de route. » Le cas de Nora Berra est parlant : en cinq ans, elle a quitté trois fois Strasbourg, deux fois pour devenir secrétaire d'Etat, une fois conseillère régionale.

Trop de candidats par défaut

Passionnante sur le fond, très bien payée (7956 euros brut par mois plus les indemnités), la fonction d'élu du Parlement européen est souvent dédaignée à Paris. La formule d'un ministre en 2004 est restée célèbre : « Les européennes seront la poubelle des régionales. » François Lafond se désole « d'une

prédominance des affaires partisans dans le choix des candidats et d'une logique du reclassement, qui n'existe pas ou peu chez les Allemands, les Britanniques ou les Espagnols, où on privilégie la compétence ». Sylvie Goulard a dû attendre début mars pour savoir qu'elle sera en position éligible. Et qu'après un premier mandat dans le Grand Ouest elle représentera le Sud-Est. En revanche, la désignation d'anciens ministres battus comme Vincent Peillon, Michèle Alliot-Marie ou Nadine Morano suscite de plus en plus de protestations.

Enjeu supplémentaire des élections cette année : le président de la Commission ne sera plus désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement, mais choisi parmi les vainqueurs du scrutin. Le texte du traité de Lisbonne est ambigu, mais la pression politique du Parlement est si forte que cela paraît inéluctable. Alain Lamassoure insiste : « Même si ça agace prodigieusement les diplomates et les entourages des gouvernants, c'est le Parlement qui va élire Monsieur Europe. » Un pouvoir supplémentaire qu'il faudra confirmer. **Sabine Syfuss-Arnaud**

(Classement complet page 16.) ▶

Comment lire notre classement


































Pour établir le classement des eurodéputés, des critères qualitatifs et quantitatifs ont été panachés : « présence et transparence » (assiduité en séance, cumul de mandats, publication des agendas), « activités parlementaires »

(recensant les discours, déclarations, résolutions, rapports, amendements, avis, questions) et, plus original, « influence », qui évalue les qualités pédagogiques, la présence dans les médias, la publication d'ouvrages... Chaque groupe de critères

a reçu une note, pour aboutir à une note globale qui va de 21 à 129 (le meilleur score). Ce classement a été réalisé par le Groupe des Belles Feuilles avec le concours de Viviane de Beaufort, professeur à l'Essec, et de ses étudiants. ■

Événement

Le classement de 74 eurodéputés français sortants

Rang (de 1 à 14)									
Age, groupe politique Circonscription		1. Pervenche Berès 57 ans, S&D Ile-de-France	1. Véronique Mathieu 58 ans, PPE Est	1. Marie-Christine Vergiat 57 ans, GUE/NGL Sud-Est	4. Marielle de Samedy 63 ans, ADLE Ile-de-France	5. José Bové 60 ans, Verts/ALE Sud-Ouest	5. Sylvie Goulard 49 ans, ADLE Ouest		
PRÉSENCE ET TRANSPARENCE	ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	INFLUENCE	33 - 65 - 31	39 - 83 - 7	39 - 73 - 17	24 - 79 - 23	33 - 57 - 35	33 - 65 - 27	
NOTE GLOBALE		129	129	129	126	125	125	125	
Rang (de 15 à 29)									
Age, groupe politique Circonscription		15. Robert Rochefort 58 ans, ADLE Sud-Ouest	16. Jean-Pierre Audy 61 ans, PPE Massif central-Centre	17. Alain Cadec 60 ans, PPE Ouest	18. Françoise Grossefête 67 ans, PPE Sud-Est	19. Philippe Boulland 58 ans, PPE Nord-Ouest	19. Karima Delli 34 ans, Verts/ALE Ile-de-France	21. Nathalie Griesbeck 57 ans, ADLE Est	
PRÉSENCE ET TRANSPARENCE	ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	INFLUENCE	33 - 63 - 7	30 - 65 - 7	27 - 67 - 7	39 - 53 - 7	21 - 73 - 3	27 - 49 - 21	30 - 59 - 7
NOTE GLOBALE		103	102	101	99	97	97	96	
Rang (de 30 à 44)									
Age, groupe politique Circonscription		30. Marielle Gallo 64 ans, PPE Ile-de-France	31. Liêm Hoàng Ngọc 49 ans, S&D Est	32. Maurice Ponga 66 ans, PPE Outre-mer	33. François Alfonsi 60 ans, Verts/ALE Sud-Est	34. Malika Benarab-Attou 51 ans, Verts/ALE Sud-Est	35. Sylvie Guillaume 51 ans, S&D Sud-Est	36. Philippe Juvin 50 ans, PPE Ile-de-France	
PRÉSENCE ET TRANSPARENCE	ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	INFLUENCE	27 - 60 - 3	39 - 35 - 15	27 - 59 - 0	21 - 61 - 3	27 - 53 - 3	18 - 55 - 9	12 - 49 - 19
NOTE GLOBALE		90	89	86	85	83	82	80	
Rang (de 45 à 58)									
Age, groupe politique Circonscription		45. Jean-Luc Bennahmias 59 ans, ADLE Sud-Est	46. Daniel Cohn-Bendit 69 ans, Verts/ALE Ile-de-France	47. Christine Veyrac 54 ans, PPE Sud-Ouest	48. Nicole Käll-Nielsen 64 ans, Verts/ALE Ouest	49. Sandrine Bélière 40 ans, Verts/ALE Est	49. Jean-Marie Cavada 74 ans, PPE Ile-de-France	49. Franck Proust 51 ans, PPE Sud-Ouest	
PRÉSENCE ET TRANSPARENCE	ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	INFLUENCE	27 - 37 - 7	21 - 13 - 35	27 - 33 - 7	33 - 31 - 1	27 - 26 - 11	33 - 22 - 9	3 - 59 - 2
NOTE GLOBALE		71	69	67	65	64	64	64	
Rang (de 60 à 74)									
Age, groupe politique Circonscription		60. Jean-Luc Mélenchon 62 ans, GUE/NGL Sud-Ouest	61. Joseph Daul 67 ans, PPE Est	62. Bruno Golinsch 64 ans, NI Est	63. Nora Berra 51 ans, PPE Sud-Est	64. Philippe de Villiers 65 ans, EFD Ouest	65. Harlem Désir 54 ans, S&D Ile-de-France	65. Brice Hortefeux 56 ans, PPE Massif central-Centre	
PRÉSENCE ET TRANSPARENCE	ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	INFLUENCE	24 - 19 - 15	30 - 15 - 11	33 - 10 - 11	6 - 40 - 7	12 - 10 - 29	15 - 20 - 15	24 - 19 - 7
NOTE GLOBALE		58	56	54	53	51	50	50	

PPE Parti populaire européen, 270 députés (30 Français). S&D Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, 197 députés (11 Français). ADLE Alliance des démocrates et des libéraux, 55 députés (5 Français). Verts/ALE Alliance libre européenne : 57 députés (14 Français). EFD Europe de la liberté et de la démocratie, 34 députés (1 Français). GUE/NGL Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique : 33 députés (6 Français). NI Non inscrits, 30 députés (3 Français).



7. Yannick Jadot
46 ans, Verts/ALE Ouest

30 - 71 - 11

112



8. Eva Joly
70 ans, Verts/ALE Ile-de-France

18 - 77 - 15

110



9. Sophie Auconie
50 ans, PPE Massif central-Centre

33 - 67 - 7

107



9. Elisabeth Morin-Charrier
66 ans, PPE Ouest

45 - 53 - 9

107



9. Younous Omarjee
44 ans, GUE/NGL Outre-mer

27 - 77 - 3

107



12. Françoise Castex
58 ans, S&D Sud-Ouest

33 - 50 - 23

106



13. Catherine Grèze
54 ans, Verts/ALE Sud-Ouest

27 - 71 - 7

105



14. Jean-Paul Gauzès
66 ans, PPE Nord-Ouest

24 - 73 - 7

104



22. Jean-Jacob Bicep
48 ans, Verts/ALE Ile-de-France

27 - 49 - 19

95



22. Corinne Lepage
63 ans, ADLE Nord-Ouest

27 - 53 - 15

95



24. Alain Lamassoure
70 ans, PPE Sud-Ouest

24 - 44 - 25

93



24. Constance Le Grip
53 ans, PPE Ile-de-France

33 - 53 - 7

93



24. Michèle Rivasi
61 ans, Verts/ALE Sud-Est

33 - 49 - 11

93



24. Michèle Striffler
56 ans, PPE Est

27 - 63 - 3

93



28. Isabelle Thomas
52 ans, S&D Ouest

21 - 66 - 5

92



29. Patrick Le Hyaric
57 ans, GUE/NGL Ile-de-France

21 - 59 - 11

91



37. Hélène Flautre
55 ans, Verts/ALE Nord-Ouest

18 - 53 - 7

78



38. Dominique Riquet
67 ans, PPE Nord-Ouest

12 - 64 - 1

77



38. Marie-Thérèse Sanchez-Schmid
56 ans, PPE Sud-Ouest

21 - 53 - 3

77



40. Michel Dantin
54 ans, PPE Sud-Est

21 - 52 - 3

76



41. Jean-Louis Cottigny
63 ans, S&D Nord-Ouest

24 - 51 - 0

75



41. Bernadette Vergnaud
63 ans, S&D Ouest

39 - 33 - 3

75



43. Patrice Trolien
68 ans, S&D Outre-Mer

9 - 61 - 3

73



44. Arnaud Danjean
43 ans, PPE Est

27 - 34 - 11

72



49. Tokia Saïfi
54 ans, PPE Nord-Ouest

21 - 37 - 6

64



53. Gilles Pargneaux
57 ans, S&D Nord-Ouest

18 - 36 - 9

63



54. Rachida Dati
48 ans, PPE Ile-de-France

18 - 29 - 15

62



54. Catherine Trautmann
63 ans, S&D Est

12 - 45 - 5

62



56. Jean-Paul Besset
67 ans, Verts/ALE Massif central-Centre

21 - 37 - 3

61



56. Gaston Franco
70 ans, PPE Sud-Est

15 - 44 - 2

61



58. Dominique Vlasto
67 ans, PPE Sud-Est

9 - 51 - 0

60



58. Henri Weber
59 ans, S&D Massif central-Centre

18 - 23 - 19

60



67. Eric Andrieu
54 ans, S&D Sud-Ouest

18 - 28 - 3

49



68. Agnès Le Brun
52 ans, PPE Ouest

3 - 36 - 9

48



69. Yves Cochet
68 ans, Verts/ALE, Hors circonscription

24 - 20 - 3

47



70. Jacky Hénin
53 ans, GUE/NGL Nord-Ouest

15 - 20 - 1

36



71. Marine Le Pen
45 ans, NI Nord-Ouest

18 - 2 - 15

35



72. Jean Roatta
72 ans, PPE, Hors circonscription

3 - 27 - 2

32



73. Jean-Marie Le Pen
85 ans, NI Sud-Est

18 - 2 - 11

31



74. Karim Zeribi
47 ans, S&D Sud-Est

3 - 12 - 6

21

Photos : M. Kraft - M. Rutsch. Foto: AG Gymnas um Meile - European Union PE SP - NDR



Why I'm in !

A few months ago, the UK Liberal Democrats sent round an online petition asking people to say in a few words why Britain is better off being part of the EU <http://www.libdems.org.uk/>.

Today, it's not just the UK that threatens to leave the EU, it's the whole of the EU that is under threat of dismantling. Yesterday, a colleague of mine seemed nonchalant about the extreme parties getting in on Sunday. Of course, no one admits voting for them, but people express more easily their suspicion as to whether it would actually make a difference if they were to get in. A sort of feeling of "I don't actually care enough to do something about it" seems to be creeping in everybody's mind... sufficiently for the extremes to possibly win.

Well, I do care enough. I even care very much about the matter. So with five days to go before the elections, I want to share with you why I'm in.

I was born and bred in France to an English mother and an Italian father. When asked whether I am British, Italian or French, I answer with confidence: "I am European".

I believe in Europe because on the long term Europe is the only thing that makes sense. What will our children and grandchildren who will be the product of multinationals like me answer when asked what they are?

The Erasmus generation together with the opening up of the frontiers means that travelling from country to country is no longer such a big deal anymore and sharing of cultures and customs is more frequent.

Even for those who don't travel that much, Europe is on their doorstep, in the shops, on the roads, in our homes. European legislations that aim to make Europe a safer place in every possible way regulate most of our everyday activities. The "why I am in" petition is a repertoire of all the successes of the European Union and of all the reasons why I believe in more Europe rather than less.

But even if it were not for all that, the greatest successes of the European Union are its ability to foster democracy across Europe and having prevented war from occurring on European soil for over 50 years.

And yes, that does matter a great deal. War is still part of a lot of people's everyday lives and the case for democracy around the globe is still an ongoing fight in many countries. So I do not take those two successes flippantly.

As a scientist, I believe in Europe because it has fostered increased collaboration among Europeans. I believe the European Research Council together with the Framework Programmes and the upcoming Horizon 2020 programme are a success and have been good for science and for scientists.

Granted, the European Union is not perfect and there is a lot that could be better. But at least those people who are involved in it, who are fighting on a daily basis microscopic battles that wrongly no one knows or cares about, are trying their best. And if their best isn't up to our expectations then we should support them in doing better.

That's why I'm in. I'm in because I believe we can do better. I'm in because I am grateful there are people out there trying and I acknowledge that practice makes perfect.

So join me in **voting for Europe** on Sunday. Because more Europe is the promise of a better Europe.

Cédric Villani : « L'Europe des sciences, comme l'Europe tout court, a besoin de leaders »

PASCALE-MARIE DESCHAMPS - PASCALE-MARIE DESCHAMPS | LE 28/05/14 À 17H38



Les 26 et 27 octobre, EuropaNova invite les Français à préparer l'avenir européen à la Sorbonne. Vice-président de ce think tank, le mathématicien Cédric Villani partage ici ses convictions. Une interview Enjeux Les Echos, Octobre 2013.

Vous enseignez à Berkeley ce semestre. Comment vous paraît l'Europe, vue de Californie ?

Cédric Villani - La Californie du Nord fait rêver tout le monde, à raison d'ailleurs. C'est le pays des start-up qui deviennent grandes, de la créativité érigée en art de vivre, du high-tech et de la réussite individuelle - je suis allé voir la maison de Steve Jobs, c'est fascinant. Mais je ne me vois pas m'y installer. La Silicon Valley et ses universités prestigieuses ne doivent pas faire oublier que la Californie affronte de graves problèmes structurels : les infrastructures - routes, ponts mais aussi les administrations - sont dans un état déplorable ; l'éducation primaire, secondaire et technique n'est pas à la hauteur, sans parler de la sécurité sociale. J'y suis venu en famille avec deux jeunes enfants : c'est passionnant d'y être, mais je peux vous assurer que vues d'ici, la qualité de vie et celle des services publics en Europe sont incomparables.

L'Europe se plaint d'une fuite des cerveaux. Mais les élites doivent pourtant s'exposer à l'international...

C. V. - L'Europe est très forte pour s'autodénigrer, la France y compris, mais elle n'est pas la seule. Peter Arvai, un entrepreneur hongro-suédois dans le domaine high-tech, cofondateur de Prezi - la plus importante innovation dans le domaine de la présentation depuis PowerPoint - me racontait une visite en Hongrie qui l'a marqué. Son oncle l'avait accueilli en se plaignant que rien n'y marchait et en l'encourageant à développer son entreprise aux Etats-Unis. Piqué au vif, il a mis un point d'honneur à développer une activité en Hongrie pour prouver que c'était possible. Cette tendance au dénigrement

est un frein considérable. Bien sûr, il faut que nos jeunes partent à l'étranger... mais ce n'est pas forcément le signe d'un effondrement, cela peut être vu comme une excellente formation ! Tant qu'ils reviennent... S'ils ne reviennent pas tous, ce n'est pas grave, d'ailleurs : s'ils peuvent exporter nos valeurs, c'est très bien aussi. Pour ma part, je suis un pur produit du système français compétitif - classes prépas, grande école - et je peux vous dire que nous sommes très appréciés à l'étranger. C'est mon quatrième long séjour aux Etats-Unis et ces voyages ont aussi contribué à ma carrière. Ce pays est le poids lourd mondial des sciences, une plaque tournante : on ne peut pas faire l'économie d'y séjourner, ne serait-ce que pour y rencontrer les gens. A l'Europe d'apprendre à gérer ces flux, à laisser les jeunes partir sans se plaindre, à les inciter à revenir librement sans les faire passer pour des traîtres, et à savoir se rendre attractive.

Comment naissent les idées ? Une conférence TEDx à Paris (2012).

Bruxelles a identifié six ou sept technologies clés dans lesquelles l'Europe perd pied. C'est aussi votre avis ?

C. V. - Je serai plus nuancé. Prenons l'exemple de la traduction automatique. C'est un enjeu crucial pour la circulation de l'information et un levier formidable pour l'Europe et ses 23 langues. Il existe aujourd'hui plusieurs prototypes. Pour évoquer les avancées en la matière dans notre conférence Europa (www.conference-europa.eu), nous avons sollicité des experts de Google et de Samsung. Ils n'étaient pas disponibles. Stuart Russell, une pointure britannique de l'intelligence artificielle qui siège à notre comité d'orientation, m'a alors dirigé vers des experts allemands et nous avons pu identifier Hans Uszkoreit, moins visible que les Américains, mais tout aussi compétent. L'Europe a été longtemps à la pointe de la recherche en traduction automatique, mais elle a raté la marche au moment de passer aux applications. Les brevets sont désormais américains et coréens. Les cerveaux et les compétences existent donc en Europe. Mais il est difficile d'y développer de grandes entreprises, la réglementation y est plus contraignante. Les Européens ont peut-être aussi des réflexes plus prudents à l'égard de la valorisation.

Peut-on réellement parler d'Europe des sciences ?

C. V. - L'Europe des sciences, comme l'Europe tout court, souffre d'une bureaucratie héritée du souci de ménager les susceptibilités dans un jeu compliqué avec plus de vingt pays. Elle manque aussi d'un leadership établi. L'Europe a besoin d'un président et de ministres pour mener une politique des affaires étrangères et une politique économique coordonnées. La régulation - le laisser-faire en posant des chaînes pour éviter que les pays s'écartent trop du chemin - ne fait guère avancer les choses. Pour cela, il faut des leaders, des chefs d'équipe, qui indiquent la direction et y entraînent leurs troupes. Ce leadership autour de stratégies communes, c'est ce que nous appelons le plus ardemment de nos vœux.

L'Europe peine à remobiliser ses peuples. Un programme destiné aux futures élites comme Erasmus suffit-il pour fabriquer cette conscience européenne qui fait défaut aujourd'hui ?

C. V. - Je me suis engagé à titre personnel sur cette question et EuropaNova se mobilise depuis des années pour un « Erasmus pour tous ». Nous avons la conviction que c'est une des solutions clés aux crises européennes actuelles. Et en effet Erasmus, si beau que soit ce programme, reste élitiste et profite à une petite minorité seulement. Parce que les bénéficiaires sont trop rares et parce que les bourses ne sont pas à la hauteur. Il y a donc un enjeu crucial de démocratisation. Nous nous sommes battus pour le maintien du budget, mais il faudrait le multiplier par trois, voire par dix, pour rendre Erasmus accessible à une proportion très importante d'une classe d'âge. J'irais encore plus loin : il faudrait aussi un tel programme de mobilité pour les écoliers, afin qu'ils puissent tous faire l'expérience de la diversité et de la rencontre, au cours de leur scolarité. Tout comme en sciences, la meilleure

méthode pour résoudre les problèmes est de regrouper les gens qui ont des compétences et de leur laisser faire des choses. Mettons ensemble les jeunes Européens et ils feront l'Europe. A Bruxelles, on vous répond : « On a déjà essayé. " Mais avec quels moyens ?

Après la paix avec l'Allemagne, après l'euro, qu'est-ce qui peut redonner à l'Europe matière à rêver ?

C. V. - Le monde entier a regardé l'euro avec un immense intérêt. J'étais dans un avion pour Taiwan le jour où la monnaie unique est entrée en vigueur. Même les hôtesse taiwanaises étaient admiratives : « Ça y est vous l'avait fait ! » Pour la première fois, une monnaie supranationale se mettait en place. Mais c'est sans doute le dernier grand acte européen mis en valeur. Pour faire des choses ensemble, il faut un chef et des politiques communes. Et puis de l'argent : le budget commun stagne à 1% du PIB des Etats membres, c'est ridicule. Enfin, la fabrication de l'identité européenne en est restée à Erasmus, dont le fonds représente à peine 1% du 1% général. Imaginez une entreprise qui lance un grand projet et ne consacre qu'un pour dix mille de son budget à sa communication positive : le projet va dérailler, c'est évident. On n'a pas fait assez pour dire qu'il est bon d'être ensemble. Ce n'est pas avec les discours sur les réformes structurelles et les réductions de déficit que vous allez faire rêver les gens... En revanche, si vous les mobilisez sur des projets culturels, artistiques, scientifiques transversaux, là vous les ferez rêver et ferez avancer le projet européen. C'est une des convictions d'EuropaNova et un de ses axes stratégiques.

Faut-il aussi une politique commune de l'éducation ?

C. V. - Que l'éducation soit restée une compétence nationale est une autre grande erreur de l'Europe. On ne construit pas de programme gouvernemental sans prendre d'abord le contrôle des programmes éducatifs. C'est valable pour les dictateurs égoïstes comme pour les bâtisseurs généreux ! J'avais proposé à la Commission de subventionner largement des manuels scientifiques européens déclinés dans toutes les langues pour promouvoir les grands projets menés en commun dans le monde et en Europe. Certes, la coordination scientifique européenne n'a pas donné autant que ce qu'on pouvait espérer. Mais il y a eu de très belles réalisations : l'European Research Council et ses bourses, l'Agence spatiale européenne et les images révolutionnaires du télescope Planck ; le Cern et la découverte du boson de Higgs.

Vos aînés - Gaspard Monge et Leonid Kantorovitch - étaient des hommes engagés dans leur époque. C'est votre ambition ?

C. V. - Monge et Kantorovitch ont joué des rôles fondamentaux dans la politique et l'organisation de leur pays. Leur profil est devenu plus rare avec la spécialisation des disciplines et le durcissement de la vie politique. Kantorovitch a fondé l'économie mathématique moderne et milité courageusement pour l'introduction de méthodes économiques rationnelles en URSS. A cet égard il faut lire Red Plenty, un roman historique de Francis Spufford, qui raconte son histoire et celle de la Russie des années 30 à 80. Monge a refondé l'école pendant la Révolution et eut une grande influence sur Napoléon. Il finissait tous ses cours par « Vive la République ! " Ma génération se reconnaît sans doute davantage dans l'engagement au service du débat public via la dynamique collective d'un think tank non partisan comme EuropaNova.

Si Monge terminait ses cours par « Vive la République ! », vous terminez les vôtres par « Vive l'Europe " ?

C. V. - Je dirais plutôt « Vive les Etats-Unis d'Europe ! » C'est la formule de Victor Hugo qui est, rappelons-le, avec Montesquieu puis Schuman, un des pères fondateurs de l'idée européenne. ●

20 | ÉCONOMIE

La Cour des comptes épingle Pôle emploi sur la gestion de ses sous-traitants privés

Alors que le chômage a fortement augmenté, l'organisme public n'a pas pris les mesures nécessaires pour tirer pleinement parti de l'appui des opérateurs privés de placement.

LES OPÉRATEURS PRIVÉS DE PLACEMENT EN TROIS CHIFFRES

240 000
chômeurs envoyés par Pôle emploi pour accompagnement dans ces organismes en 2013

145
millions d'euros versés par Pôle emploi à ses cabinets privés, soit 2,9 % de ses dépenses de fonctionnement et d'intervention

12
opérateurs, sur les 23 qui travaillent avec Pôle emploi, présentent un risque élevé de défaillance fin 2013

MARIE-CÉCILE RENAULT @firenault

SOCIAL Pôle emploi reclasse mieux les chômeurs que les organismes de placement privés auxquels il fait appel pour l'aider dans sa tâche. Le fait est connu depuis longtemps. Pour autant, Pôle emploi ne peut se passer de cette sous-pape indispensable, même s'il a réduit son recours aux cabinets privés depuis 2011 - pour des raisons budgétaires - alors même que le nombre de chômeurs ne cessait d'augmenter. Jugant qu'il y a « des faiblesses et des dysfonctionnements importants » dans le dispositif « insuffisamment piloté », la Cour des comptes épingle l'organisme sur la gestion de ses sous-traitants privés dans un rapport rendu public mardi, et lui recommande de mieux les intégrer à l'avenir dans une « stratégie globale » d'accompagnement des chômeurs.

En effet, pourquoi les opérateurs privés de placement (OPP)

reclassent-ils moins bien les chômeurs ? Ils sont pourtant rémunérés en fonction des résultats obtenus et devraient donc être incités à réussir. L'institution présidée par Didier Migaud apporte trois réponses.

Primo, Pôle emploi recourt souvent aux cabinets privés les moins chers et non pas à ceux qui sont les mieux adaptés. « Sur un appel d'offres, nous avions partout la meilleure note technique, mais nous avons été reculés sur les prix. À 45 euros de l'heure, vous ne pouvez pas faire réussir quelqu'un ! », confirme au Figaro l'un de ces prestataires, qui va pourtant bientôt tenter sa chance.

La Cour le reconnaît : « La sélection des attributaires s'est faite en grande partie sur des prix (...) qui n'ont pas permis de délivrer des prestations de qualité. » Les sages de la Rue Cambon recommandent donc à Pôle emploi de « prendre davantage en compte l'offre technique dans les critères de sélection » des opérateurs et de « rejeter, sur des

critères objectifs, les offres tarifaires anormalement basses ».

Secundo, Pôle emploi envoyait jusqu'à présent les cas les plus difficiles aux OPP. Un virage à 180 degrés a été pris en février, le conseil d'administration ayant décidé qu'à partir de 2015 ces cas recevront un accompagnement renforcé en interne, tandis qu'à l'inverse les cabinets privés géreront les demandeurs d'emploi les plus autonomes.

Fort risque de défaillance

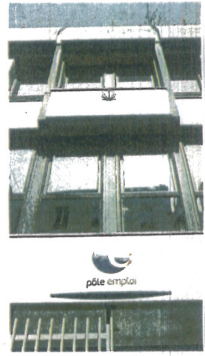
Toutefois, « il reste à déterminer les modalités concrètes de mise en œuvre de ce changement », notent les magistrats financiers, qui insistent sur la nécessité pour Pôle emploi de réussir « la conduite du changement vis-à-vis des conseillers comme des demandeurs d'emploi, souvent réticents à l'égard de la sous-traitance ».

Tertio, la faiblesse et l'irrégularité des flux de chômeurs envoyés par les conseillers de Pôle emploi vers les opérateurs privés ont contribué à mettre en péril leur équilibre éco-

nomique et parfois leur existence. Ainsi, sur les 23 prestataires les plus importants de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, 12 présentaient fin 2013 un risque élevé, voire très élevé, de défaillance.

Alors que Pôle emploi a consacré aux sous-traitants 145 millions en 2013 (contre 186 millions en 2012), soit 2,9 % de ses dépenses de fonctionnement et d'intervention, la Cour des comptes recommande de mieux les intégrer au dispositif.

Sans aller aussi loin que l'Australie, première expérience d'externalisation complète, plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ont mis en œuvre des réformes importantes pour faire une large place aux opérateurs privés dans l'accompagnement des chômeurs. Si les exemples étrangers ne permettent pas de dégager un modèle universellement performant, ils montrent l'importance d'une évaluation systématique pour toute prestation sous-traitée. Une piste à prendre en compte. ■



Le rapport de la Cour des comptes souligne la nécessité pour Pôle emploi d'évaluer systématiquement toute prestation sous-traitée.

Renzi veut doper la croissance de l'Europe grâce à Internet

Le premier ministre italien souhaite exclure des déficits les investissements publics dans le Web. Bruxelles grimace.

RICHARD HEUZÉ rtheuze@lefigaro.fr ENVOYE SPECIAL A VENISE

EUROPE « Le numérique est le facteur le plus important pour dynamiser la croissance et créer des emplois en Europe », Matteo Renzi en est à ce point convaincu qu'il lui a consacré le premier rendez-vous de sa présidence italienne de l'Europe, entamée le 1^{er} juillet. Devant l'industrie internationale du numérique et des télécommunications rassemblée à l'Arsenal de Venise et en présence de Neelie Kroes, commissaire européenne au Numérique, le jeune président du Conseil, lui-même adepte passionné des nouvelles technologies, a brossé à larges traits les bienfaits et les conditions d'un numérique prospère en Europe.

La présidence italienne cherchera à promouvoir au cours des six prochains mois une autorité unique du numérique et fera pression à Bruxelles pour que les investissements structurels consacrés au développement du numérique en Europe soient exclus du calcul du déficit public de chaque pays : « Investir dans le numérique est investir dans l'avenir. Impossible de penser à un marché unique sans songer à construire un marché numérique unique. Il est également illusoire de songer à sortir de la crise avec les instruments traditionnels », a martelé Matteo Renzi.

Depuis Bruxelles, Slim Kallas, vice-président de la Commission, a calmé les ardeurs du chef du gouvernement italien : « Il ne peut y avoir de bonnes ou de mauvaises dépenses. Le pacte de stabilité et ses règles est un pilier qui assure la confiance (...). Respectons les règles. (...) Les dépenses sont les dépenses. Les dettes sont les dettes », a-t-il déclaré, tout en ajoutant que les possibilités de soutien à des projets sont nombreuses.

En attendant, la « déclaration de Venise » adoptée à l'issue du « sommet » énumère les actions à entreprendre pour généraliser le numérique en Europe. Mettre professeurs et éducateurs en réseau, simplifier les procédures de création des start-up, développer les services Internet dans les

villes, créer un marché numérique européen de l'emploi et des retraites, libéraliser les licences et généraliser le recours à l'anglais comme langue commune sont quelques-unes des recommandations. Pour Matteo Renzi, introduire Internet et l'informatique à l'école dès le plus jeune âge est « une priorité pour l'Europe tout entière ».

200 millions pour Paris

La quarantaine d'industriels présents ont été unanimes à convenir que le numérique constitue une opportunité unique pour relancer des économies fortement marquées par la crise. « Sa généralisation devrait permettre de dégager 5 % de croissance supplémentaire en cinq ans. Tout business, commerce, administration ou services, devrait avoir aujourd'hui une composante numérique », ont-ils estimé. Pour le

Français Éric Boustoulier, président de Microsoft en Europe occidentale, les nouvelles technologies constituent un formidable levier de croissance : elles « devraient pouvoir créer six millions d'emplois et dégager 700 milliards d'euros de PIB supplémentaire dans les cinq ans » sur le Vieux Continent. Les champs d'application sont innombrables : éducation, santé publique, recherche, innovation, commerce, relations entre le citoyen et l'administration, parmi tant d'autres.

Hasard du calendrier, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Caisse des dépôts ont signé mardi un accord pour le lancement de la première obligation européenne de projet destinée au secteur du très haut débit. Un financement innovant passant par le secteur privé qui doit représenter 200 millions d'euros. ■



Neelie Kroes, commissaire européenne au Numérique, et Matteo Renzi, le premier ministre italien, hier à Venise.

Villani : « La Corée a déjà la 5G, nous en sommes loin »

Directeur de l'Institut Poincaré, professeur à l'université de Lyon, lauréat de la médaille Fields (le « Nobel des mathématiques »), Cédric Villani était l'un des animateurs du séminaire « Restart Europe » à Venise dans le cadre de la présidence italienne de l'Union européenne.

Le FIGARO. - Que faut-il attendre du sommet de Venise ?

Cédric VILLANI. - Pour la première fois, la priorité est mise sur le numérique à ce niveau dans une enceinte européenne. La réunion doit permettre de dynamiser l'agenda européen en dépassant les déclarations de principe pour mettre en œuvre une politique industrielle numérique au niveau de l'Europe. C'est vital pour l'Europe. Il est important aussi d'engager une réflexion sur l'aspect social et humain des transformations engendrées par le numérique, pas seulement parler de marché.

Quel rôle l'Europe peut-elle jouer dans le numérique ?

Un rôle majeur. Elle possède un marché unifié, cohérent, mondial. Elle a la bonne échelle, aussi bien pour les grands groupes que pour les start-up. Il lui faut instaurer des règles stables, nécessaires pour encourager les investissements. Et développer ses infrastructures. Les Coréens ont déjà adopté la 5G ! Nous en sommes loin. Il faut développer l'Internet à haut débit. L'Europe, dans ce domaine, doit être dirigiste pour faire baisser les coûts.

Quelles initiatives prendre ?

En premier lieu, apprendre à coder et à programmer. En Grande-Bretagne, c'est déjà le cas pour tous. En France, on en est très loin. Tout le monde devrait apprendre à coder. En le faisant, on comprend ce qui se passe, quelles forces dirigent le monde. On apprend aussi à prendre des initiatives, à réfléchir en numérique. Il ne faut pas hésiter à se lancer, ne pas avoir peur de faire des erreurs. Certains langages sont plus performants que d'autres. Java

et surtout Python offrent aujourd'hui de grandes potentialités. C'est aussi un très bel apprentissage pour les entreprises. Dommage qu'en France, tout soit un peu plus compliqué. Les Nordiques, les Baltes et les Britanniques sont largement en avance sur nous. L'Europe, dans son ensemble, a de très bons ingénieurs et mathématiciens.

Quelles sont les faiblesses de l'Europe ?

L'écosystème reste peu favorable à l'émergence de très gros projets. On est certainement moins audacieux dans les financements que le continent américain ou l'Asie. En France en particulier, nous restons trop protectionnistes. A preuve le refus opposé par les pouvoirs publics français au rachat de Dailymotion par Yahoo! Du coup, les investissements se sont déplacés vers d'autres pays. J'ai entendu dire que l'Europe était toujours très attirante pour l'investissement numérique. La France avait cessé de l'être. Je crains que ce ne soit vrai. ■

PROPOS RECUEILLIS À VENISE

PAR R. H.

EN BREF

Commerzbank dans le viseur américain

D'après le New York Times, les autorités américaines s'attelleraient au sort de Commerzbank après avoir réglé celui de BNP Paribas. La banque allemande serait menacée d'une amende de 500 millions d'euros. Elle est également accusée de violation d'embargos américains.

Alstom aura une centrale solaire en Israël en 2017

Alstom a bouclé le financement de sa première centrale solaire en Israël, qu'elle développera avec l'américain BrightSource et l'israélien NOY Fund. Ce site, qui entrera en service en 2017, représente un investissement de 625 millions d'euros, dont 450 millions pour Alstom.

Verdict défavorable à Zaleski chez Eramet

La Cour de cassation a confirmé le verdict de la cour d'appel de Paris dans le conflit qui oppose la société de l'homme d'affaire Romain Zaleski à la famille Duval, principal actionnaire du groupe minier Eramet.

L'Oréal finalise le rachat d'actions à Nestlé

L'Oréal a annoncé avoir finalisé le rachat de 48,5 millions de ses propres actions détenues par Nestlé, qui seront annulées, et la cession au groupe suisse de la participation de 50 % qu'il détenait au capital de l'entreprise de cosmétique médicale Galderma.

L'UE débloque 1 milliard pour les énergies propres

La Commission européenne a annoncé une enveloppe de 1 milliard d'euros pour des projets visant à accroître la production d'énergies propres, dont un projet de capture de CO₂ de quelque 300 millions d'euros au Royaume-Uni.

Précision

L'Association de garantie des salaires (AGS) en 2013 a été créée en 2013, 2,16 milliards d'euros en 2013 aux entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.

Les départs massifs en retraite ne suffiront pas à faire baisser le chômage

En colère, les « tondu » et les « déplumés » manifestent en ligne

www.lefigaro.fr/economie

Finis le temps de l'homme providentiel, place aux "citoyens providentiels" » !

Huffpost 21/09/2014

Thomas Houdaille Vice-Président de Nous Citoyens, ancien directeur d'EuropaNova et entrepreneur

Soyons lucides: depuis plus de 30 ans, droite et gauche françaises sont incapables de mener les réformes qui s'imposent, contrairement à nombre de pays occidentaux qui ont réussi à remettre en question leur modèle en faisant appel aux différentes composantes de la société. En France, l'Etat intervient encore dans tous les domaines, prélevant au passage 46% de la richesse nationale produite (contre 34% en 1973) pour un service unanimement considéré comme de moins en moins performant.

Les conséquences sont connues: des impôts parmi les plus élevés au monde et une législation bureaucratique galopante qui étouffe tous les Français. A cela s'ajoute un endettement de près de 2000 milliards d'euros qui pèse sur les générations futures puisque nos impôts ne suffisent pas à financer notre train de vie. Et malgré les sommes colossales englouties, l'Etat ne sait plus comment soutenir ceux qui sont en difficulté alors qu'il entrave toujours plus les créateurs de richesse! Le chômage de masse continue de ronger notre société et l'absence de solutions fait le lit du Front national.

Il y a deux raisons essentielles qui expliquent cette incapacité de nos gouvernants à faire entrer notre pays dans le 21^e siècle. La première c'est qu'ils sont en majorité des "politiques de carrière" qui sont plus là pour se servir que pour servir! Souvent élus très jeunes et pour longtemps, leur objectif prioritaire est le prochain mandat, ce qui n'encourage pas à la prise de risque, toute réforme étant de nature à heurter certaines corporations. La seconde raison, c'est que nos dirigeants politiques ne connaissent pas la vie réelle, celle des commerçants, des entrepreneurs, des employés ou retraités qui ont du mal à boucler leurs fins de mois. Issus en majorité des mêmes formations (ENA, Sciences Po...), ils vivent "hors sol" au sein d'une caste de privilégiés qu'ils ne veulent surtout pas quitter. Notre représentation nationale est à ce titre exemplaire: plus de 50% des députés sont issus de la fonction publique (alors qu'elle ne représente que 20% de la population active). De plus, ils légifèrent sur des sujets qu'ils connaissent très mal (comme la création d'emplois), avec comme seule référence le fonctionnement de l'administration française!

Comment s'étonner que seuls 15% des Français fassent encore confiance aux partis politiques pour redresser la France, et que 45% d'entre eux se disent prêts à voter pour le Front national? Il faut dire que l'actualité récente, des affaires Bygmalion à Thevenoud en passant par la vie privée de François Hollande, n'a rien fait pour améliorer cette image de responsables politiques inefficaces mais également à l'éthique douteuse.

C'est fort de ces constats qu'avec une centaine de Français nous lançons en octobre dernier le mouvement Nous Citoyens, pariant sur l'intelligence collective et sur la capacité d'engagement de nos compatriotes. Un an après le lancement, plus de 12.000 adhérents nous ont rejoints (ce qui fait de nous le 9^e mouvement politique français) pour soutenir des propositions radicales de réformes dont la limitation du nombre de mandats dans le temps (pas plus de 2 ou 3 mandats consécutifs) et la démission des fonctionnaires en cas d'élection, afin de créer un appel d'air pour renouveler le personnel politique!

Nous entamons cette semaine une seconde phase de développement avec l'arrivée de Jean-Marie Cavada qui quitte l'UDI pour présider notre mouvement à la place de Denis Payre, le

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, quels sont les idéaux de la première génération de jeunes Européens à avoir profité d'une Europe sans frontières? «L'Hebdo» a posé la question à Guillaume Klossa, fondateur du think tank EuropaNova, et au réalisateur Lionel Baier, qui cosignent cette tribune.

1989-2014-2039

«La génération Erasmus revendique un nomadisme européen»

Nous nous rappelés comme si c'était hier la chute du mur, ce 9 novembre 1989, quelques semaines après le bicentenaire de la Révolution française qui avait été en fanfare dans le entier. Quelques mois plus tôt, les événements de Tiananmen laissent percevoir les formations et les tensions à venir de la Chine qui, sous l'impulsion de Deng Xiaoping affirmait sa volonté de redevenir une grande puissance économique. Ce 9 novembre allait mettre fin au monde d'hier né des méandres et des barbaries de deux guerres mondiales et nous donner l'occasion qui reste aujourd'hui plus que jamais d'actualité d'inventer celui de demain.

Ni Fun ni l'autre n'étaient adultes, mais l'un comme l'autre nous avons senti le souffle de l'histoire et l'intuition, peut-être en raison de nos communes racines polonaises, que le grand dessein de l'Europe serait son unification, que nous, Européens de l'Ouest, allons enfin avoir l'occasion de découvrir ce Big Far East. Varsovie, Prague, Budapest... Que la mission de notre génération, celle qu'on appelle la première génération Erasmus, puisse ce programme de mobilité pour les jeunes Européens est né à la veille de la chute du mur, serait d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre continent, de concevoir les droits et les libertés du troisième millénaire dans un monde en mouvement, de créer les conditions pour que ce continent soit un vivier de talents et d'inventeurs, pour que chacun y trouve les moyens de s'approprier tant personnellement que collectivement tout au long de sa vie.

LES AUTEURS



GUILAUME KLOSSA
Né en 1972, fondateur d'EuropaNova, Action pour une Europe politique. Membre du comité de direction de l'UER. Ecrivain français, son dernier livre s'intitule *Une jeunesse européenne* (Grasset 2014, collection du Prix du livre européen 2014).



LIONEL BAIER
Né en 1975, Lionel Baier est réalisateur et chef du département cinéma de l'École cantonale d'art de Lausanne (ECAL). Il vient de recevoir le Grand Prix de la Fondation vaudoise pour la culture. Dernier film: *Les grandes ondes* (L'ouest).

Nos parcours nous ont conduits presque au même moment en Amérique, au tournant des années 90. Nous avons aimé les Etats-Unis, New York nous a inspirés et fascinés, nous avons senti la puissance créative de cette nation comme nous avons pressenti le retour dans l'histoire de grandes puissances comme la Chine, l'Inde ou le Brésil qui annonçaient la fin de la domination de l'Occident. C'est alors que nous avons eu l'intime conviction que notre responsabilité serait d'inventer un nouveau modèle de société et que l'Europe

providentiel. Il est temps de passer au Cit plus en plus nombreux à nous rejoindre pour ser en 2017 face aux scénarios cauchemardes is Hollande, Nicolas Sarkozy et Marine le Pen...

Un quart de siècle plus tard, notre génération arrive peu à peu aux responsabilités politiques, économiques, sociales et intellectuelles. Et nos concitoyens, en Suisse, en France, partout en Europe, doutent de l'avenir. L'absence de perspectives de croissance pour la décennie à venir à l'échelle du continent, la crise de la zone euro qui semble ne jamais finir, le vieillissement rapide de notre continent, l'épuisement de notre capacité d'innovation, la crise morale qui touche les classes politiques de nos sociétés ont créé un terrain propice aux peurs et aux tentations de repli sur soi sur lesquelles surfent les populismes de toute nature et qui freinent le désir de créer, d'innover. Le projet européen est bien trop souvent devenu le bouc émissaire de toutes les lâchetés politiques nationales. Certains gouvernements se sont habitués à parler de Bruxelles comme d'une entité étrangère, comme d'un autre dans le miroir, oubliant que ce sont eux-mêmes qui sont ceux qui décident en dernier ressort et que l'Union

européenne, son ambition ou son manque d'ambition, ses dysfonctionnements sont le reflet de leurs choix. Cette haine de soi nous ténante, tel un lapin dans les phares d'une nuit noire, nous dans le monde en bouleverser. Il faut quitter l'Union européenne, l'asson de l'Union européenne, le libéré, nous devons justifier de notre existence en Europe. Il faut créer l'Europe 5 et diriger Radio-France de la vie publique. Une arrivée de nos horizons, il compte de la scène "re" et qu'ils n'aient pas d'avenir. D'autres se sont résignés à attendre, comme ils le peuvent, de s'engager pour essayer de créer un horizon collectif nouveau qui remet l'homme, sa créativité, sa capacité à changer de paradigme. L'Union européenne est au cœur de nos projets de vie. Elle est le cadre de notre existence. Cette dernière catégorie, les grands-parents nous ont transmis, parce qu'elle a vécu avant et après la chute du mur et qu'elle a vu l'implosion du monde d'hier, parce que c'est la première génération internet et parce que nos valeurs d'empathie, de coopération et d'ouverture à l'autre anticipent celles de la génération Y qui nous suit - à une responsabilité particulière. Nous avons entendu de vive voix les témoignages de ceux qui sont revenus des camps. Nous avons serré la main des victimes des guerres coloniales, vu les rescapés des purges soviétiques. Tout cela n'est pas encore de l'histoire pour notre génération, mais un témoignage qui nous a été confié. Cette responsabilité est d'autant plus grande que notre génération a profité de l'Europe qui s'est transformée devant nos yeux. Erasmus, le programme MEDIA de l'Union européenne qui a aidé une nouvelle génération de réalisateurs à prendre leur élan, la facilité de déplacement rendue possible par Schengen, le développement du low cost aérien, qui fait que nous sommes aussi à l'aise à Vienne, Budapest, Paris, Lisbonne, Athènes, Rome, Londres ou Copenhague, ont élargi nos horizons personnels, culturels et professionnels. La possibilité de se sentir à la fois

Français, Suisse, Italien, Allemand... et Européen, et pas l'un à l'exclusion de l'autre, nous donne une force incomparable pour nous sentir à l'aise dans un monde en pleine mutation. C'est ce qui nous a permis de nous positionner dans la société civile (comme journaliste, directeur de la presse, directeur de la culture, directeur de la vie publique). Une arrivée de nos horizons, il compte de la scène "re" et qu'ils n'aient pas d'avenir. D'autres se sont résignés à attendre, comme ils le peuvent, de s'engager pour essayer de créer un horizon collectif nouveau qui remet l'homme, sa créativité, sa capacité à changer de paradigme. L'Union européenne est au cœur de nos projets de vie. Elle est le cadre de notre existence. Cette dernière catégorie, les grands-parents nous ont transmis, parce qu'elle a vécu avant et après la chute du mur et qu'elle a vu l'implosion du monde d'hier, parce que c'est la première génération internet et parce que nos valeurs d'empathie, de coopération et d'ouverture à l'autre anticipent celles de la génération Y qui nous suit - à une responsabilité particulière. Nous avons entendu de vive voix les témoignages de ceux qui sont revenus des camps. Nous avons serré la main des victimes des guerres coloniales, vu les rescapés des purges soviétiques. Tout cela n'est pas encore de l'histoire pour notre génération, mais un témoignage qui nous a été confié. Cette responsabilité est d'autant plus grande que notre génération a profité de l'Europe qui s'est transformée devant nos yeux. Erasmus, le programme MEDIA de l'Union européenne qui a aidé une nouvelle génération de réalisateurs à prendre leur élan, la facilité de déplacement rendue possible par Schengen, le développement du low cost aérien, qui fait que nous sommes aussi à l'aise à Vienne, Budapest, Paris, Lisbonne, Athènes, Rome, Londres ou Copenhague, ont élargi nos horizons personnels, culturels et professionnels. La possibilité de se sentir à la fois

«Ce sont ceux qui crient «nationalisme, nationalisme» qui ressemblent aujourd'hui aux célèbres cabris de De Gaulle.»

intellectuel, culturel d'Erasmus, de Vinci, de Colomb, de Zweig, de Picasso, d'Einstein, de Marie Curie et de dizaines de millions d'autres... qui fait la grandeur de notre continent. L'Europe n'est pas une réponse, c'est une suite de questions sur les limites. Celles des territoires à définir, mais aussi des sciences, des technologies, des arts, des genres, de l'histoire et de son activation dans la politique. Certains ont stigmatisé ses ratages et ses échecs défiant bien vite que le concept d'Etat-nation n'est qu'une étape très récente dans l'histoire de l'humanité. C'était d'ailleurs tout le sens du fameux «Qu'est-ce qu'une nation?» d'Ernest Renan.

Notre ambition dans une Europe qui semble habitée par le déclin est de rompre avec ce cercle de la peur qui nourrit les populismes et qui mine la dynamique d'intégration européenne en redonnant une sensibilité, une chair, une âme au projet européen, en inventant les droits et libertés de demain, en actualisant la notion de progrès perpétuel à laquelle nous croyons. L'Europe est une aspiration vers le haut. Ne laissons personne nous transmettre le vertige en dirigeant notre regard vers le bas.

Comment pouvons-nous concrètement changer la donne? D'abord, au niveau individuel, en ne renonçant pas dans l'adversité à nos idéaux, en conservant la foi dans l'intérêt général, en reconnaissant comme Erasme il y a cinq siècles dans son *Eloge de la folie* que d'abord et avant tout nous sommes des hommes faillibles mais que nous sommes capables de refuser la médiocrité, d'avoir une distance critique par rapport aux vanités de l'époque et de penser notre avenir ensemble et pas les uns à l'exclusion des autres ou chacun dans son coin. C'est de ne pas céder à l'acceptation d'un déclin inéluctable du politique face au tout économique. C'est de croire aux institutions, d'être intrinsèquement avec l'exigence démocratique que nous plaçons en elles. C'est de refuser toute forme systématique de critique des élites, qu'elles soient intellectuelles, économiques ou politiques. Les élites sont nécessaires, mais elles doivent être généreuses, tournées vers l'autre et contribuer à assurer la protection des plus faibles et non se replier sur la conservation de leurs intérêts. L'Europe est d'abord et avant tout une construction humaine, l'Europe, c'est nous!

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, quels sont les idéaux de la première génération de jeunes Européens à avoir profité d'une Europe sans frontières? Johan Rochel répond d'un point de vue suisse.

1989-2014-2039

«La responsabilité européenne des 25-35 ans»

L'AUTEUR



JOHAN ROCHEL
Né en 1985, il est le vice-président du think-tank forums - Forum de politique étrangère. Il est également un contributeur du site de L'Hebdo avec son blog Une Suisse en mouvement.

Je ne garde du jeudi 9 novembre 1989 que le souvenir d'une excitation familiale, l'impression fugace d'un monde qui change. A l'image de cette soirée qui s'annonçait tranquille, ma génération des 25-35 ans n'a été qu'un témoin passif de ce bouleversement décisif pour le projet européen. Comme pour le séisme du non à l'EEE en 1992, elle en retire une approche souvent dépassionnée, presque distante, qui contraste fortement avec le choc vécu en direct par ses aînés. Si elle est utilisée à bon escient, cette distance est une occasion unique de (re)formuler les questions pertinentes pour une Suisse européenne. Après vingt ans de montée en puissance des forces nationales-conservatrices et de la vision d'une Suisse façon «Ballenberg», cette génération a la chance et la responsabilité de renverser le poncif des «bonnes questions, mais mauvaises réponses». Sur la réalité européenne, puis sur la place de la Suisse dans cette Europe, des questions fallacieuses ne peuvent que logiquement conduire à des réponses erronées.

Sur l'Europe tout d'abord, nous devons impérativement repositionner les réalités européennes dans un contexte global. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe forment les deux volets toujours plus imbriqués d'un véritable projet continental visant à

promouvoir la prospérité, la paix et les libertés. A l'échelle du monde, les valeurs de cette Union continuent à faire figure de réussite historique. Alors que de vastes puissances sont tentées par le contrôle des citoyens, le démantèlement de la solidarité ou le recours à la force, l'Union affirme son caractère exceptionnel: un projet d'alliance des peuples et des citoyens pour assurer la prospérité commune par-delà les frontières nationales. Comme tant d'autres, les pays d'Europe de l'Est ont connu ces tristes régimes où la liberté individuelle n'existait qu'au service d'un dessein supérieur. Dans ces situations, les valeurs européennes représentent un horizon de société, pour l'heure indépassée dans sa capacité à assurer prospérité et qualité de vie. L'ambition d'une telle Union est élevée et la réalisation nécessairement imparfaite, sans cesse à améliorer. Mais, vingt-cinq ans après la chute du mur et le vaste élargissement vers l'est, qui aurait pu imaginer que chaque citoyen des 28 Etats membres serait porteur d'un passeport européen lui conférant un droit de libre circulation? Qui aurait pu évoquer le scénario insensé d'un Polonais présidant le Conseil européen?

A la lumière de cette vision du projet européen, les valeurs de la Confédération apparaissent profondément européennes.

L'histoire de la Suisse rappelle le développement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice qu'ambitionne de réaliser l'UE. La Suisse fédéraliste expérimente dans son quotidien politique ce que l'Union européenne tente de mettre en place. Au-delà de ce socle de valeurs communes, le continent européen est devenu un vaste espace de vie que nous partageons au jour le jour. Les loisirs sont européens: visite d'une exposition parisienne, week-end entre amis à Budapest ou excursion londonienne pour un match de football. La formation des apprentis et des étudiants s'invite dans les auberges espagnoles disséminées à travers l'Europe et les perspectives professionnelles se déclinent à l'échelle du continent. Les facilités de voyage ont accompagné et nourri la création d'un espace sans frontières intérieures. Pour qui possède un «bon» passeport, se déplacer entre les frontières européennes s'apparente à se mouvoir dans un chez-soi aux dimensions continentales.

La génération des moins de 35 ans expérimente l'Europe avec une facilité totalement inédite. A l'inverse de ses aînés, elle pourrait être parfois tentée d'oublier que cet espace de vie et de valeurs forme le véritable substrat des relations entre la Suisse et l'UE. Sa responsabilité consiste justement à combiner cette facilité avec la distance politique dont elle a hérité. Sans relâche, elle doit critiquer la façon dont sont posées les questions de nos relations avec l'Europe, et non seulement combattre les réponses. A elle de détourner les regards d'une Suisse-musée pour faire émerger une Suisse européenne, souveraine et capable de considérer le changement comme une chance à saisir. Au lieu de s'ancrer sur la défense de compétences vidées de leur sens, cette Suisse doit tourner son regard vers les moyens d'exercer sa souveraineté en promouvant ses intérêts. Ces intérêts sont en priorité économiques (association au marché commun), mais également scientifiques (l'Europe comme continent de l'innovation et de la recherche), sécuritaires (politique de défense coordonnée, si ce n'est commune), culturels (promotion de la création culturelle européenne), et bien entendu politiques (promotion des valeurs européennes).

Se replier, couper les ponts et exhaler des réussites autrefois courageuses sont les symptômes d'une Suisse recroquevillée. Définir ensemble les intérêts communs, concéder avec ses égaux et accepter sa part de solidarité devraient redevenir les attributs essentiels de la souveraineté.

UNION EUROPÉENNE ET MAINTENANT ?

PAR FRANÇOIS LAFOND

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EUROPANOVA

L'ANNÉE 2014 peut d'ores et déjà être considérée comme une année charnière dans la construction européenne, avec le renouvellement du Parlement européen en mai, la désignation du nouveau président de la Commission européenne et l'installation de celle-ci à partir du 1^{er} novembre et, enfin, le choix du nouveau président du Conseil européen. Un nouveau paysage institutionnel européen avec des femmes et des hommes politiques qui incarneront la re-dynamisation souhaitée de l'Union européenne en assumant des choix définissant les contours et le rayonnement de notre continent pour les cinq prochaines années.

Le débat en France, mais plus généralement en Europe à l'occasion de la campagne électorale, n'a pas véritablement fait émerger l'ampleur des défis que l'Union européenne doit encore relever. Cette pusillanimité et le silence sur les décisions à prendre ne sont pas de nature à éclairer le citoyen sur son avenir et certainement pas à le mobiliser lors du vote ou à susciter son intérêt. La crise financière ne menace plus l'existence même de l'édifice communautaire, et en particulier de l'euro, mais les crises économique et sociale gangrènent nos sociétés vieillissantes dans un environnement mondial toujours plus concurrentiel.

Reste que des questions existentielles devront trouver des réponses, à l'échelle européenne, faute de quoi la France, mais également ses partenaires européens auront du mal à échapper à un lent déclin.

Au-delà des traditionnelles interrogations quant aux frontières de l'Union, à la

crystallisation du nombre de ses membres ou encore à l'ampleur du budget qui nécessiteraient des clarifications salutaires, deux autres questions sont particulièrement emblématiques et significatives de l'orientation que l'on souhaiterait prendre. La première, qu'il conviendra d'aborder de façon pragmatique et en fonction des domaines considérés, est celle de l'exercice de la souveraineté et de son partage. En l'état actuel des opinions publiques, fragilisées par le recalibrage des systèmes de protection sociale, la poursuite du transfert de pouvoir (ou même de son partage) à des institutions supranationales n'est pas spontanée sauf lorsque l'urgence d'une situation de crise oblige les États à l'accepter. Comme dans le cas de l'union bancaire, qui se mettra en place avec une supervision unique directe (au moins pour les grandes banques) et un mécanisme de résolution centralisée. Le partage de souveraineté est, bien entendu, au cœur de la construction européenne et différencie l'intégration européenne de la simple coopération intergouvernementale. Cette dernière est utile, mais trouve rapidement ses limites. On le sait depuis le début de la construction européenne.

C'est pourquoi dans des domaines précis (croissance économique, marché intérieur, immigration, changement climatique, énergie, défense, éducation et recherche), la nouvelle Commission européenne, en charge des initiatives législatives, devra s'atteler à formuler des mesures favorisant l'efficacité de l'action communautaire, démontrant la valeur ajoutée évidente de son rôle et sa capacité à privilégier le long terme. Les intérêts à court terme,

parce qu'à visée électorale ou strictement nationaux, deviennent anachroniques en 2014 et plaident en ce sens pour de nouveaux partages de souveraineté.

La deuxième ambiguïté dont il faudra chercher à clarifier toutes les potentialités sans cependant casser la dynamique européenne est la différenciation. Reconnaissons que la construction européenne est complexe, lointaine, technique et diverse selon les secteurs considérés. L'idée romantique d'une Union de 28 États membres qui accepteraient systématiquement d'aller encore de l'avant à la même vitesse, au même endroit, avec la même intensité, est dépassée. Et le principal défi de la nouvelle Commission européenne, comme celui du Parlement européen, sera d'assumer ce constat et de s'assurer que ces différents ensembles déjà existants fonctionnent de manière optimale tout en étant également légitimes et acceptés par tous.

L'Union européenne avec la zone euro (et ses institutions spécifiques), l'espace Schengen et l'augmentation des coopérations renforcées dans de nombreux domaines spécifiques (brevet communautaire, normes relatives aux divorces, etc.) reflètent la fragmentation du processus avec des institutions toujours plus différenciées, complexifiant par conséquent les mécanismes décisionnels. Et, bien entendu, la lisibilité de l'ensemble. Le temps de la démagogie, de la simplification outrancière et des caricatures n'est plus de mise. Une période de choix s'ouvre avec la nouvelle configuration institutionnelle européenne. •



French Prime Minister Manuel Valls hold a dossier during the questions to the government session at the National Assembly in Paris October 21, 2014. CREDIT: REUTERS/CHARLES PLATIAU

France has long called for a European economic government to harmonise the bloc's policies, but it is baulking now at that governance being applied to its own fiscal indiscipline.

After defying European Union rules by putting forward a budget far short of the deficit cuts promised to its peers, Paris reacted angrily to the prospect of having it sent back for redrafting by the European Commission, which polices the rules.

« It is we who decide on the budget, » Prime Minister Manuel Valls declared. « Nothing today can lead to ... demands for France to review its budget. That's not the way it happens. France should be respected. It's a big country. »

Germany, France's historic partner in European leadership, is pressing for the rules to be upheld but it is eager to avoid having to vote for sanctions against Paris or undercutting the EU executive's authority by opposing them.

The issue of Europe's economic policy mix will be on the menu when leaders of the 18-nation euro zone hold summit talks over lunch on Friday in Brussels, although any solution may take until mid-December to thrash out.

French President Francois Hollande, a Socialist supported by Italy and with much sympathy in struggling southern states, says he is trying to reorient Europe towards growth-promoting policies and away from German-driven austerity.

The International Monetary Fund, the European Central Bank and the U.S. Treasury broadly agree on the objective.

But France's influence in Europe is diminished by its economic weakness and perceived immobility. French officials say Hollande has also shied away from confronting German Chancellor

Angela Merkel on economic policy at bilateral meetings or EU summits since he took office in 2012.

SCHIZOPHRENIA

The budget dispute highlights French schizophrenia towards Europe. French leaders of the centre-left and centre-right were long a driving force behind post-war European integration, but public opinion has turned sceptical in the last decade due to unease over globalization and the EU's eastward expansion.

France rejected a proposed EU constitution in a referendum in 2005 in which fear of the « Polish plumber » displacing French workers played a big role. Marine Le Pen's far-right National Front has gained ground on an anti-EU, anti-euro platform.

Le Pen's growing inroads into the left's working class electorate – her party currently leads the mainstream centre-left and centre-right in opinion polls – help explain why Paris has struck a nationalist tone in the budget dispute.

With his approval rating languishing at a mere 13 percent, Hollande can ill afford to be seen to back down to Brussels or Berlin, or even to acknowledge the loss of full sovereignty over national budgets within the euro zone.

Hence Paris is trying to shift the focus by urging Germany, Europe's economic powerhouse, to loosen its purse strings to stimulate a stagnant euro zone economy, while France pledges more economic reform.

The Germans, determined to balance their budget for the first time since 1969, are in no mood for a major debt-funded public works program despite international pressure.

Intensive diplomacy by EU and German officials failed to persuade the French to tighten the budget before they submitted it to Brussels on Oct. 15. In structural terms, adjusted for the business cycle, the deficit reduction is just 0.2 percentage points next year, compared to an agreed target of a 0.8 percent.

Finance Minister Michel Sapin has disputed the Commission's right to reject national budgets and insisted Paris would neither cut public spending beyond the 20 billion euros in savings already planned in 2015, nor raise taxes.

Sapin wants two more years, until 2017, to bring borrowing down below the EU treaty limit of 3 percent of GDP, although Paris was granted a two-year extension until 2015 only last year.

Economists polled by Reuters doubt it will meet even the later deadline.

TRADE-OFF

To avert a confrontation that could undermine the currency area's fragile recovery, French and German ministers agreed this week to put forward joint proposals on Dec. 1 on structural reforms and strengthening investment.

Berlin is sceptical of Hollande's ability to go beyond timid reforms adopted so far and take bolder steps to ease hiring and firing, cut jobless benefits and reduce the cost of the state.

« The government's argument is that socially, we cannot ask more of the French people, » said Francois Lafond, executive director of the left-leaning EuropaNova think-tank.

« We know what reforms are needed. It's a recalibration of the French welfare state. But the president says he cannot do more now ... So he is asking the EU and Germany for help and understanding. »

Paris wants Berlin to commit to increase public investment in roads, railways, broadband and energy networks by 50 billion euros (\$63.6 billion) in the next three years to match a planned 50 billion euros in French budget savings.

« The problem is not that Germany is too strong but that France is too weak, » said French political analyst Dominique Moisi. « Our economic weakness is the result of political non-choices. We no longer feel we are playing in the same division. »

Italian Prime Minister Matteo Renzi, engaged in a more radical overhaul of labor law, politics and the legal system, warns that forcing austerity on France could drive it into the arms of the extreme right.

« I prefer to have a France with 4.4 per cent (deficit-to-GDP ratio) today than a France with Marine Le Pen tomorrow, » he told the Financial Times in an interview this month. Such arguments carry little weight with the fiscal enforcers in Brussels, who see Paris as a repeat offender, but they resonate in government circles in Berlin.

« If France's schizophrenia is used intelligently at the European level, it could help the EU to change direction for everyone's benefit, » Lafond said.

Vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin, quels sont les idéaux de la première génération de jeunes Européens à avoir profité d'une Europe sans frontières? «L'Hebdo» a posé la question à Guillaume Klossa, fondateur du think tank EuropaNova, et au réalisateur Lionel Baier, qui cosignent cette tribune.

1989-2014-2039

«La génération Erasmus revendique un nomadisme européen»

Nous nous rappelons comme si c'était hier la chute du mur, ce 9 novembre 1989, quelques semaines après le bicentenaire de la Révolution française qui avait été fêté en fanfare dans le monde entier. Quelques mois plus tôt, les événements de Tiananmen laissaient percevoir les transformations et les tensions à venir de la Chine qui, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, affirmait sa volonté de redevenir une grande puissance économique. Ce 9 novembre allait mettre fin au monde d'hier né des méandres et des barbaries de deux guerres mondiales et nous donner l'occasion qui reste aujourd'hui plus que jamais d'actualité d'inventer celui de demain.

Ni l'un ni l'autre n'étions adultes, mais l'un comme l'autre nous avons senti le souffle de l'histoire et eu l'intuition, peut-être en raison de nos communes racines polonaises, que le grand dessin de l'Europe serait son unification, que nous, Européens de l'Ouest, allions enfin avoir l'occasion de découvrir ce *Big Far East*: Varsovie, Prague, Budapest... Que la mission de notre génération, celle qui on appelle la première génération Erasmus, puisque ce programme de mobilité pour les jeunes Européens est né à la veille de la chute du mur, serait d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre continent, de concevoir les droits et les libertés du troisième millénaire dans un monde en mouvement, de créer les conditions pour que ce continent soit un vivier de talents et d'inventeurs, pour que chacun y trouve les moyens de s'épanouir tant personnellement que collectivement tout au long de sa vie.

LES AUTEURS



GUILLAUME KLOSSA

Né en 1972, fondateur d'EuropaNova, Action pour une Europe politique. Membre du comité de direction de l'UER. Écrivain français, son dernier livre s'intitule *Une jeunesse européenne* (Grasset 2014), sélection du Prix du livre européen 2014.



LIONEL BAIER

Né en 1975, Lionel Baier est réalisateur et chef du département cinéma de l'École cantonale d'art de Lausanne (ECAL). Il vient de recevoir le Grand Prix de la Fondation vaudoise pour la culture. Dernier film: *Les grandes ondes* (à l'ouest).

Nos parcours nous ont conduits presque au même moment en Amérique, au tournant des années 90. Nous avons aimé les États-Unis, New York nous a inspirés et fascinés, nous avons senti la puissance créative de cette nation comme nous avons senti le retour dans l'histoire de grandes puissances comme la Chine, l'Inde ou le Brésil qui annonçaient la fin de la domination de l'Occident. C'est alors que nous avons eu l'intime conviction que notre responsabilité serait d'inventer un nouveau modèle de société et que l'Europe

devait être le lieu de cette réinvention. Non par peur de l'effacement économique ou moral de notre continent, mais bien par envie que l'expérience européenne offre un nouveau souffle au concept de démocratie né avec les droits de l'homme. Imaginer une nouvelle citoyenneté qui n'a pas besoin de la guerre pour définir son champ identitaire mais qui se construit dans le prolongement de notre citoyenneté nationale et non en opposition à cette dernière. Jamais, depuis, cette conviction ne nous a quittés!

Un quart de siècle plus tard, notre génération arrive peu à peu aux responsabilités politiques, économiques, sociales et intellectuelles. Et nos concitoyens, en Suisse, en France, partout en Europe, doutent de l'avenir. L'absence de perspectives de croissance pour la décennie à venir à l'échelle du continent, la crise de la zone euro qui semble ne jamais finir, le vieillissement rapide de notre continent, l'épuisement de notre capacité d'innovation, la crise morale qui touche les classes politiques de nos sociétés ont créé un terrain propice aux peurs et aux tentations de repli sur soi sur lesquelles surfent les populismes de toute nature et qui freinent le désir de créer, d'innover. Le projet européen est bien trop souvent devenu le bouc émissaire de toutes les lâchetés politiciennes nationales. Certains gouvernements se sont habitués à parler de Bruxelles comme d'une entité étrangère, comme d'un autre dans le miroir, oubliant que ce sont eux-mêmes qui sont ceux qui décident en dernier ressort et que l'Union

européenne, son ambition ou son manque d'ambition, ses dysfonctionnements sont le reflet de leurs choix. Cette haine de soi nous ténasse, tel un lapin dans les phares d'une voiture. Elle rend invisibles les possibilités qui s'offrent à nous dans un monde en bouleversement. L'Europe, telle qu'elle est, ne nous satisfait pas mais nous croyons que notre devoir est justement de nous engager pour la réformer et la transformer.

Certains de notre génération, aujourd'hui trentenaires ou jeunes quadras, ont fait le choix de quitter le Vieux Continent faute de perspectives d'avenir. D'autres se sont résignés et ont abandonné l'espoir. Certains ont décidé de profiter de vieux privilèges. D'autres enfin tentent, comme ils le peuvent, de s'engager pour essayer de créer un horizon collectif nouveau qui remette l'homme, sa créativité, sa capacité à changer la donne, à innover et à coopérer au cœur de nos projets de société. Nous espérons faire partie de cette dernière catégorie.

Nous croyons que notre génération - parce qu'elle est la dernière à avoir dans son ADN la mémoire des grandes guerres que nos grands-parents et arrière-grands-parents nous ont transmises, parce qu'elle a vécu avant et après la chute du mur et qu'elle a vu l'implosion du monde d'hier, parce que c'est la première génération de coopération et d'ouverture à l'autre anticipent celles de la génération Y qui nous suit - a une responsabilité particulière. Nous avons entendu de vive voix les témoignages de ceux qui sont revenus des camps. Nous avons serré la main des victimes des guerres coloniales, vu les rescapés des purges soviétiques. Tout cela n'est pas encore de l'histoire pour notre génération, mais un témoignage qui nous a été confié. Cette responsabilité est d'autant plus grande que notre génération a profité de l'Europe qui s'est transformée devant nos yeux. Erasmus, le programme MEDIA de l'Union européenne qui a aidé une nouvelle génération de réalisateurs à prendre leur élan, la facilité de déplacement rendue possible par Schengen, le développement du low cost aérien, qui fait que nous sommes aussi à l'aise à Vienne, Budapest, Paris, Lisbonne, Athènes, Rome, Londres ou Copenhague, ont élargi nos horizons personnels, culturels et professionnels. La possibilité de se sentir à la fois

Français, Suisse, Italien, Allemand... et Européen, et pas l'un à l'exclusion de l'autre, nous donne une force incomparable pour nous sentir à l'aise dans un monde en pleine mutation. Nous revendiquons le fait de ne pas nous assooir exclusivement dans le fauteuil fatigué de l'identité nationale, la liberté de rester debout, «le cul entre deux chaises», c'est-à-dire mobiles, attentifs et voyageurs. Ce sont

«Ce sont ceux qui crient «nationalisme, nationalisme, nationalisme» qui ressemblent aujourd'hui aux si célèbres cabris de De Gaulle.»

ceux qui crient «nationalisme, nationalisme, nationalisme» qui ressemblent aujourd'hui aux si célèbres cabris de De Gaulle. Croire en l'Europe, c'est prendre son courage à deux mains, décider de ne pas se limiter aux terres communes de nos pères pour partir à la conquête de libertés nouvelles. C'est s'inscrire dans les pas d'Ulysse pour mieux revenir chez nous plus tard enrichis d'idées nouvelles qui contribueront à la modernité, au dynamisme, à la créativité, à l'ouverture à l'autre de nos pays.

L'Europe inspire le monde quand elle se projette dans celui-ci, jamais quand elle se replie sur elle-même. L'Europe est influente quand elle accueille et attire les talents du monde, quand elle autorise le mouvement, non quand elle construit une muraille pour se protéger du monde qui l'entoure.

Ce nomadisme, constitutif de tous les peuples de notre continent, nous le revendiquons. C'est le nomadisme géographique,

intellectuel, culturel d'Erasmus, de Vinci, de Colomb, de Zweig, de Picasso, d'Einstein, de Marie Curie et de dizaines de millions d'autres... qui fait la grandeur de notre continent. L'Europe n'est pas une réponse, c'est une suite de questions sur les limites. Celles des territoires bien sûr, mais aussi des sciences, des techniques, des arts, des genres, de l'histoire et de son activation dans la politique. Certains aiment à stigmatiser ses ratages et ses échecs définitifs pour mieux prouver son inanité, oubliant bien vite que le concept d'Etat-nation n'est qu'une étape très récente dans l'histoire de l'humanité. C'était d'ailleurs tout le sens du fameux «Qu'est-ce qu'une nation?» d'Ernest Renan.

Notre ambition dans l'Europe qui semble habitée par le déclin est de rompre avec ce cercle de la peur qui nourrit les populismes et qui mine la dynamique d'intégration européenne en redonnant une sensibilité, une chair, une âme au projet européen, en inventant les droits et libertés de demain, en actualisant la notion de progrès perpétuel à laquelle nous croyons. L'Europe est une aspiration vers le haut. Ne laissons personne nous transmettre le vertige en dirigeant notre regard vers le bas.

Comment pouvons-nous concrètement changer la donne? D'abord, au niveau individuel, en ne renonçant pas dans l'adversité à nos idéaux, en conservant la foi dans l'intérêt général, en reconnaissant comme Erasme il y a cinq siècles dans son *Eloge de la folie* que d'abord et avant tout nous sommes des hommes faillibles mais que nous sommes capables de refuser la médiocrité, d'avoir une distance critique par rapport aux vanités de l'époque et de penser notre avenir ensemble et pas les uns à l'exclusion des autres ou chacun dans son coin. C'est de ne pas céder à l'acceptation d'un déclin inéluctable du politique face au tout économique. C'est de croire aux institutions, d'être intrinsèque à l'exigence démocratique que nous plaçons en elles. C'est de refuser toute forme systématique de critique des élites, qu'elles soient intellectuelles, économiques ou politiques. Les élites sont nécessaires, mais elles doivent être généreuses, tournées vers l'autre et contribuer à assurer la protection des plus faibles et non se replier sur la conservation de leurs intérêts.

L'Europe est d'abord et avant tout une construction humaine. L'Europe, c'est nous! ■



TRIBUNE

89, année européenne

Par Guillaume Klossa, Auteur de récits et d'essais (2)

(<http://www.liberation.fr/auteur/6090-guillaume-klossa>) et Lionel Baier,

Réalisateur (1).(<http://www.liberation.fr/auteur/11448-lionel-baier>) — 6

novembre 2014 à 17:26

Nous nous rappelons de la chute du Mur comme si c'était hier. Ce 9 novembre allait mettre fin au monde d'hier né des méandres et des barbaries de deux guerres mondiales. Ni l'un ni l'autre n'étions adultes, mais l'un comme l'autre, nous avons senti le souffle de l'histoire et eu l'intuition peut-être en raison de nos communes racines polonaises, que le grand dessein de l'Europe serait son unification, que nous Européens de l'Ouest allions enfin avoir l'opportunité de découvrir ce Big Far East : Varsovie, Prague, Budapest... que la mission de notre génération, celle qu'on appelle la première génération Erasmus, puisque ce programme de mobilité pour les jeunes Européens est né à la veille de la chute du Mur, serait d'écrire une nouvelle page de l'histoire de notre continent. Nos parcours nous ont conduits presque au même moment en Amérique. Nous avons aimé les Etats-Unis, nous avons senti la puissance créative de cette nation comme nous avons pressenti le retour dans l'Histoire de grandes puissances comme la Chine, l'Inde ou le Brésil qui annonçait la fin de la domination de l'Occident. L'Europe devait être le lieu de l'invention d'un nouveau modèle de société. Non par peur de l'anéantissement économique ou moral de notre

continent, mais par envie que l'expérience européenne offre un nouveau souffle au concept de démocratie. Imaginer une nouvelle citoyenneté qui n'ait pas besoin de la guerre pour définir son champ identitaire.

PUBLICITÉ

inRead invented by Teads

Un quart de siècle plus tard, nos concitoyens, en Suisse, en France et partout en Europe, doutent de l'avenir. La crise de la zone euro qui semble ne jamais finir, la crise morale qui touche les classes politiques a créé un terrain propice aux peurs et aux tentations de repli sur soi sur lesquels surfent tous les populismes.

Le projet européen est trop souvent devenu le bouc émissaire de toutes les lâchetés politiques nationales. Certains gouvernements se sont habitués à parler de Bruxelles comme d'une entité étrangère, comme d'un autre dans le miroir, oubliant que ce sont eux qui décident en dernier ressort et que l'UE, son ambition ou son manque d'ambition ne sont que le reflet de leurs choix. Cette haine de soi tétanise, tel un lapin dans le phare d'une voiture. Elle rend invisible les opportunités qui s'offrent à nous dans un monde en bouleversement. L'Europe, telle qu'elle est, ne nous satisfait pas mais nous croyons que notre devoir est de nous engager pour la réformer, pour créer un horizon collectif nouveau.

Notre génération - parce qu'elle a vu l'implosion du monde d'hier, parce que c'est la première génération internet qui a une responsabilité particulière. Responsabilité d'autant plus grande que notre génération a profité de l'Europe. Erasmus, le programme Média de l'UE qui a aidé une nouvelle génération de réalisateurs à prendre leur élan, la facilité de déplacement qui fait que nous sommes aussi à l'aise à Vienne, Budapest, Paris, Lisbonne, Athènes, Rome... ont élargi nos horizons. La possibilité de se sentir à la fois français, suisse, belge, italien, allemand... et européen, nous donne une force incomparable dans un monde en pleine mutation. Pas question de nous asseoir dans le fauteuil fatigué de l'identité nationale, nous revendiquons la liberté de rester debout, «*le cul entre deux chaises*», c'est-à-dire mobile, attentif et voyageur.

L'Europe inspire le monde quand elle se projette dans celui-ci, jamais quand elle se replie sur elle-même. L'Europe est influente quand elle accueille les talents du monde, quand elle autorise le mouvement, non quand elle construit une muraille pour se protéger. Ce nomadisme est géographique, intellectuel, culturel, c'est celui d'Erasmus, de Vinci, de Colomb, de Zweig, de Picasso,

d'Einstein, de Marie Curie et de dizaines de millions d'autres... qui fait la grandeur de notre continent. L'Europe n'est pas une réponse, c'est une suite de questions sur les limites. Celles des territoires bien sûr, mais aussi des sciences, des techniques, des arts, des genres, de l'histoire et de son activation dans la politique.

Notre ambition, dans une Europe qui semble habitée par le déclin, est de rompre avec ce cercle de la peur qui mine la dynamique d'intégration en redonnant une sensualité, une âme au projet européen, en inventant les droits et libertés de demain. L'Europe est une aspiration vers le haut.

Comment changer la donne ? En ne renonçant pas dans l'adversité à nos idéaux, en conservant la foi dans l'intérêt général, en reconnaissant que nous sommes des hommes faillibles mais que nous sommes capables de refuser la médiocrité, d'avoir une distance critique par rapport aux vanités de l'époque et de penser notre avenir ensemble et pas chacun dans son coin. C'est de ne pas céder à l'acceptation d'un déclin inéluctable du politique face au tout économique. C'est de croire aux institutions, d'être intransigeant avec l'exigence démocratique que nous plaçons en elles. C'est de refuser toute forme de critique systématique des élites, qu'elles soient intellectuelles, économiques ou politiques. Les élites sont nécessaires, mais elles doivent être généreuses, tournées vers l'autre et contribuer à assurer la protection des plus faibles et non se replier sur la conservation de leurs intérêts. L'Europe est d'abord et avant tout une construction humaine, l'Europe, c'est nous !

(1) Dernier film : «les Grandes Ondes (à l'Ouest)».

(2) Dernier livre : «Une jeunesse européenne», Grasset, présélection du prix du Livre européen 2014.

Guillaume Klossa Auteur de récits et d'essais (2)(<http://www.liberation.fr/auteur/6090-guillaume-klossa>) , Lionel Baier Réalisateur (1).(<http://www.liberation.fr/auteur/11448-lionel-baier>)

Analyse de Guillaume Klossa « Où va l'Europe ? »

Emission C à dire 11 novembre 2014

Directeur de l'Union européenne de radiotélévision et fondateur du think tank EuropaNova, Guillaume Klossa est l'auteur d'Une jeunesse européenne publié chez Grasset. Invité sur C à dire ?!, il assure que c'est sa génération qui détient les clés de l'avenir de l'Europe.

À l'heure où l'Europe vient de fêter l'anniversaire de la chute du mur de Berlin et commémore l'armistice du 11 novembre 1918, n'est-on pas en train d'ériger de nouveaux murs ? « J'ai écrit ce livre justement pour rappeler aux Européens que l'histoire de l'Europe, c'est des hauts et des bas. On a eu la Première Guerre mondiale, mais en 1913 personne ne pensait qu'il y aurait une Grande Guerre qui mènerait à une Deuxième Guerre mondiale. Et on est aujourd'hui dans une situation qui à certains égards est extrêmement tendue. Je crois que Mickael Gorbatchev a parlé de situation de guerre froide ou de nouvelle guerre froide. Angela Merkel, l'année dernière, a dit qu'elle sentait une année qui ressemblait un peu à 1913. Il faut donc être extraordinairement prudent puisque l'histoire ne se reproduit jamais de la même manière, mais en revanche le pire est toujours possible ».

D'ailleurs, aujourd'hui « l'enjeu de l'Europe est justement d'empêcher le pire et de prendre conscience de ce que l'on a réalisé depuis soixante ans. Ce continent qui était divisé, et bien pour la première fois on a réussi à unir 500 millions d'hommes et de femmes. Ils ont malgré la crise le niveau de vie le plus élevé du monde ainsi que les niveaux de droit et de liberté les plus élevés du monde. Alors, la question est : qu'est-ce que l'on va faire ? »

Actuellement, « nos dirigeants ne sont pas assez portés par le souffle de l'histoire. Madame Merkel l'est, mais la génération qui arrive au pouvoir finalement a hérité d'un monde post-guerre froide, avec de la croissance, très confortable, et elle n'a pas su porté l'idéal, le projet européen ». Que veulent les gens ? Ils veulent une Europe avec des responsables qui soient identifiées et qui prennent des décisions ». Il faut avoir à l'esprit que l' « on est dans un monde qui a profondément changé. Il y a un siècle l'Europe représentait avec ses colonies 60 % de la population mondiale et beaucoup plus en PIB. Dans trente ans, on représentera moins de 5 % de la population mondiale et sans doute moins de 15 % de la richesse mondiale. À partir de là, la donnée n'est plus la même. Quand vous dominez seul ou avec les États-Unis le monde, ce n'est pas la même chose que lorsque vous n'êtes plus qu'une petite péninsule au bout du continent asiatique. Là, il y a le sentiment que l'on doit agir ensemble ».

INVITÉ : Guillaume Klossa Directeur de l'Union européenne de Radiotélévision
Ancien conseiller de Jean-Pierre Jouyet pendant la présidence française de l'Union Européenne, Guillaume Klossa est fondateur du think-tank EuropaNova. Il est également l'auteur d'Une jeunesse européenne publié chez Grasset.



La transition énergétique est un combat

La semaine dernière, à Sciences-Po, un forum a réuni de nombreux partenaires sur la transition énergétique.

Trois questions à...



Francis Lafond, directeur général d'Europeanova, organisateur du forum rennais

Europeanova, c'est quoi ? C'est qui ?

Europeanova est un think tank international, basé à Paris, qui a pour mission de stimuler les réflexions sur l'Europe, en organisant des séminaires et des conférences, en nourrissant le débat public par des propositions et en investissant dans un programme de jeunes leaders européens. Nous organisons des conférences-débats, avec de nombreux partenaires (RTE, Total, GRTgaz et le Mouvement européen-France) dans trois grandes villes dont Rennes,

pour un cycle de conférences sur la transition énergétique

La transition énergétique, on en parle beaucoup. Qu'est-ce ?

Il s'agit de préparer la France à consommer mieux et si possible moins d'énergie, dans un contexte d'interdépendance énergétique européenne croissante avec des objectifs simples de garantie d'approvisionnement, des règles de marché mondial, d'efficacité énergétique et de développement durable

Où en est-on ?

Le projet de loi français sur la transition énergétique est en cours de discussion au Sénat jusqu'en février 2015. L'Union européenne n'a pas réussi à se doter d'objectifs très ambitieux lors du dernier Conseil européen d'octobre. Il s'agit de poursuivre les réflexions et de convaincre aussi bien citoyens et partenaires européens que la transition énergétique n'est pas un gadget ou du luxe !

